

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5175 VENDREDI 13 MARS 2026

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

La force publique ouvre le bal



A deux jours du vote populaire pour l'élection du président de la République, le 15 mars, les éléments de la force publique ont déposé hier, sur l'ensemble du territoire national, leur bulletin dans les urnes sous la supervision de la Commission nationale électorale indépendante, des délégués des candidats et des observateurs nationaux. Brazzaville compte, à elle seule, quatre-vingts bureaux de vote pour vingt-sept centres répartis dans ses neuf arrondissements.

Page 16

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

AS Otohô défiera le Zamalek samedi à Brazzaville

L'Association sportive Otohô va en découdre, ce 14 mars, au stade Alphonse -Massamba-Débat, avec le Zamalek d'Égypte, dans le cadre des quarts de finale aller de la Coupe africaine de la Confédération. Ce match obéit à certaines exigences de la

Confédération africaine de football qui va, pour la première fois, expérimenter l'assistance vidéo à l'arbitrage au Congo.

Avec de bonnes statistiques affichées à domicile, AS Otohô doit continuer sur cette lancée pour espérer

effectuer le déplacement du Caire avec un avantage psychologique pour la manche retour et gagner une place dans le dernier carré. Un challenge pour cette formation qui découvre les quarts de finale d'une compétition africaine.

ESPÈCES PROTÉGÉES

Treize délinquants fauniques arrêtés en 2025

Le projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage a présenté, le 10 mars, à Brazzaville, en collaboration avec les services de la gendarmerie nationale et du ministère de l'Économie forestière, le rapport bilanciel 2025 des opérations de démantèlement des réseaux de trafiquants d'animaux sauvages protégés.

Selon le rapport, treize personnes interpellées en 2025 ont toutes été placées derrière les barreaux dont quatre condamnées à la prison ferme, conformément à la loi sur la faune et les aires protégées du 28 novembre 2008.

Page 11



CINÉMA

« Caméra citoyenne », une invite au respect des droits humains



L'Association des jeunes artistes émergents (AJAE) a mené, de novembre à février, le projet « Caméra citoyenne », une initiative destinée à former vingt jeunes cinéastes tout en les sensibilisant aux valeurs démocratiques et aux droits humains.

Soutenu à hauteur de 25 000 dollars par le gouvernement du Canada à travers le Fonds canadien d'initiatives locales, sous l'égide de l'ambassade de ce pays en République démocratique du Congo, le programme « Caméra citoyenne » s'inscrit dans la mission de l'AJAE qui vise à faire de chaque jeune artiste un acteur engagé, capable de transformer la culture en levier de développement et de cohésion sociale.

Page 14

ÉDITORIAL

Accompagnement

Page 2

ÉDITORIAL

Accompagnement

La Grande foire agricole du Congo (GFAC) est sans conteste l'une des activités économiques nationales majeures organisées en février dernier. Venu des différents départements, les acteurs du secteur ont pris d'assaut les stands sur le site de l'événement où ont été exposés divers produits agropastoraux.

Cela ne fait l'ombre d'aucun doute, à travers cette foire, les visiteurs se sont rendu compte que le Congo peut assurer son autonomie en matière de production alimentaire et même exporter dans la sous-région ou en dehors de l'Afrique au regard de la qualité des produits et de la structuration des producteurs.

Une grande majorité d'acteurs concernés interrogés a salué l'initiative des pouvoirs publics de tenir cette sorte d'émulation qui met en exergue les variétés de cultures agricoles, de filières d'élevage -bovin, ovin, caprin et de la volaille-, ainsi que de produits de pêche. La décade dédiée à la rencontre s'est avérée insuffisante.

Il revient aux organisateurs de réfléchir sur la manière de capitaliser sur l'expérience de cette première édition qui n'a pas permis aux exposants d'acheminer de grandes quantités de vivres sur le site. Mais, elle a été une grande première vu l'engouement du public nonobstant l'éloignement géographique des lieux.

Le site de la foire devra faire l'objet d'aménagements afin d'offrir aux visiteurs et aux vendeurs des conditions idéales. Il est souhaitable de penser au bitumage de la voie d'accès, à la connexion du site au réseau électrique national, la sécurisation, l'implantation des structures d'hébergement, de conservation d'aliments et de restauration sans oublier la réorganisation et l'accompagnement des producteurs qui seront utiles pour les prochaines éditions.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Anatole Collinet Makosso actif dans le Kouilou et à Pointe-Noire

Tel un pèlerin, allant de village en village, de quartier en quartier, le Premier directeur national adjoint de campagne du candidat-président Denis Sassou N'Guesso, Anatole Collinet Makosso, sillonne les contrées du Sud-Ouest du Congo. Dans ses bagages, du matériel de campagne relatif à la présentation et la sémantique pédagogique liée au projet de société «Accélérons la marche pour le développement».



Anatole Collinet Makosso en meeting, mars 2026/DR

À chaque étape, c'est avec une vraie ferveur que la population a accueilli le Premier directeur national adjoint de campagne, ici avec la casquette de député de leur circonscription, là, avec celle du fils du terroir venu pour porter «la bonne parole» concernant l'appel au vote utile le 15 mars.

Depuis le 6 mars, ayant commencé son parcours par la circonscription électorale de Loandjili 1, Anatole Collinet Makosso a procédé, le même jour, à la pose de la première pierre au quartier 404 dit «Culotte», de la construction du Centre de santé intégré et d'une aire de jeux polyvalente. Ce quartier a été métamorphosé par le pavage des rues, la construction des ponts et passerelles de franchissement des rivières et «dibodo» coulant sur ce secteur.

Quelques jours plus tard, Anatole Collinet Makosso, lors d'un meeting de proximité à Vindoulou, précisément au quartier «Tsourou», a eu le plaisir d'annoncer qu'après l'électrification, le moment était venu de construire un marché moderne dans ce quartier; ces nouveaux projets communautaires étant financés par le député.

En intermède de cette campagne présidentielle s'est imposée, le 8 mars, l'incantable célébration de la Journée internationale des droits des femmes. Elle a également fait l'objet d'un meeting populaire avec les femmes du quartier Tchiniambi. Une occasion toute trouvée pour le Premier directeur national adjoint de campagne afin de délivrer un message spécialement ciblé pour les femmes sur l'évolution de leurs droits.

En parallèle de cette campagne de proximité, Anatole Collinet Makosso a tenu des meetings. Il a présidé un méga-meeting au stade municipal de Pointe-Noire, organisé par l'association Bana Ponton dans le cadre du «Vivre ensemble». Sa communication s'est faite, outre face à la presse par des conférences de presse, lors de rencontres publiques en format réduit dans les villages, et au cours de réunions avec les dynamiques et associations.

Poursuivant sans relâche son parcours dans le Kouilou, il s'est rendu particulièrement dans le district de Madingo-kayes, s'adressant ainsi sur place aux électeurs et aux sages des villages de Tchizalamou, Tchisseka, Koubotchi centre, Koubotchi campement, Yanga, Belolo, Bas-Kouilou,

Mbouyou, Kaboun et de la commune urbaine de Madingo-kayes, dernière étape de la série.

Enfin, clôturant sa tournée face à près de 5000 personnes à Madingo-Kayes, Anatole Collinet Makosso a recommandé à nouveau à tout son auditoire d'aller voter le 15 mars, les mettant en garde de ne pas s'abstenir, et invitant les électeurs à donner à Denis Sassou N'Guesso un score de 100% pour faire mieux que les 98% de l'élection présidentielle de 2021. Puisant dans ses souvenirs, il a tenu à remettre dans les mémoires combien le candidat-président a œuvré pour les réalisations permettant le bien-être de la population du Kouilou, lui rappelant que c'est grâce à Denis Sassou N'Guesso qu'elle jouit d'un pont, le plus long au Congo, lui permettant de traverser le fleuve Kouilou. C'est également à Denis Sassou N'Guesso qu'elle doit l'électrification. Dans ce département, il faut savoir que plusieurs projets d'installation et de création d'emplois se profilent avec l'arrivée du pétrolier chinois, Wing Wah, et le lancement prochain des travaux de construction sur la Noubi.

Marie Alfred Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Kindamba rassure le candidat Denis Sassou N'Guesso

Les forces vives de Kindamba, dans le département du Pool, ont réaffirmé le 8 mars, au cours d'un meeting à la place Mbiemo, en présence d'Isidore Mvouba, directeur local de campagne du président-candidat Denis Sassou N'Guesso, leur soutien à ce dernier à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars.

Les jeunes, les femmes ainsi que les sages de Kindamba ont pris, en effet, l'engagement d'accélérer la marche vers le développement avec le candidat-président Denis Sassou N'Guesso en luttant contre le taux d'abstention le 15 mars prochain. « Nous sommes ainsi interpellés à prendre la mesure de l'événement afin de jouer pleinement notre rôle. Fort de ce qui précède, la jeunesse de Kindamba est mobilisée, debout, rangée derrière un seul homme pour un vote massif afin d'éviter le taux élevé d'abstention », ont promis les jeunes par la voix de leur représentant.

À la tribune, les forces vives de Kindamba, ont garanti l'unisson le coup KO technique sans le second tour. « Les femmes de Kindamba remercient sincèrement le président de la République, son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, pour l'assistance

humanitaire à la population du Pool et du Djoué-Léfini. Nous avons bien écouté le message du candidat président à Kinkala et sommes satisfaites des projets réalisés comme l'électrification des districts de Louingui, Boko et ce qui se réalise comme le lycée moderne, la reprise des travaux de construction de la route Ngambari-Mindouli, malgré le cycle construction, destruction et reconstruction », ont-elles rassuré.

Directeur local de campagne du candidat de la Majorité présidentielle à Kindamba et son conseiller spécial, Isidore Mvouba a foulé le sol de sa circonscription électorale dans une ambiance de démonstration de force. En homme de terrain, le président de l'Assemblée nationale et député de la circonscription électorale unique de Kindamba a montré toutes ses forces pour convaincre l'électorat.



Isidore Mvouba appelant à un vote utile en faveur de Denis Sassou N'Guesso./DR

Face à une foule en liesse, et après avoir écouté les jeunes, les femmes ainsi que les sages de la localité, Isidore Mvouba s'est dit rassuré. Il a déclaré qu'il n'a plus besoin de battre campagne car dans un passé récent, les forces vives avaient publié une déclaration dans

laquelle elles avaient appelé Denis Sassou N'Guesso à faire acte de candidature. Ainsi, pour le président de l'Assemblée nationale, le véritable adversaire du président sortant est le taux de participation des électeurs. « Tata Sassou dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit.

On n'a pas un adversaire de taille, mais on a un adversaire très, très pernicieux : l'abstention », a indiqué le député de Kindamba, précisant que pour voter, il faut une carte d'électeur, une carte nationale d'identité et avoir son nom sur la liste électorale.

Après avoir donné des consignes de vote dans la communauté urbaine de Kindamba, le président de l'Assemblée nationale a mis le cap dans les villages du district pour intensifier sa présence sur le terrain. Le conseiller spécial du candidat Denis Sassou N'Guesso multiplie la campagne de proximité, notamment dans les villages Ngamanzambala, Bangoumpouété, Mpassa, Kilébémoussia, Matensama et Inkala Matiba. L'objectif est double : convaincre les habitants de la nécessité de voter dès le premier tour pour leur candidat, tout en luttant activement contre le taux d'abstention dans la localité.

Parfait Wilfried Douniama

Isidore Mvouba place la santé au cœur de la campagne

Directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Kindamba, dans le département du Pool, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, vient de doter l'hôpital de la localité d'un plateau technique de pointe, tout en finançant la formation du personnel.

A quelques jours de la fin de la campagne électorale comptant pour l'élection du président de la République, les 12 et 15 mars, l'heure est maintenant aux actions concrètes. C'est le cas dans la circonscription électorale de Kindamba où Isidore Mvouba vient de matérialiser une priorité stratégique du candidat Denis Sassou N'Guesso, à travers la dotation de l'hôpital de la localité d'une unité d'échographie. En effet, la modernisation des structures sanitaires s'inscrit dans le pilier majeur du projet de société présidentiel : « Accélérons la marche vers le développement », qui met un accent particulier sur le développement du capital humain. Car, pour le président-candidat, l'investissement dans la santé n'est plus une option, mais un impératif pour accélérer la marche du pays vers l'émergence.

Facilitateur, le Dr Ronel Mazikou a rappelé que la donation fait suite à une promesse du président de l'Assemblée nationale datant de six mois. « Il y a six mois, vous décidiez de doter cet hôpital d'une échographie multidisciplinaire pour le bien-être de ses usagers. L'unité est dotée d'une échographie de haut de gamme,

de type Mindray DC 26, fabriquée en 2025. Donc c'est une machine neuve munie d'une technologie multidisciplinaire pouvant permettre la réalisation des échographies Doppler, des échographies abdominales, des échographies pelviennes, des échographies cardiaques, ostéo-articulaires et même des

acquisitions en 3D et 4D », a-t-il présenté. Il a assuré que l'unité d'échographie multidisciplinaire de l'hôpital de Kindamba est prête. Pour le bon fonctionnement de cette unité, le député de la circonscription électorale unique de Kindamba a pris en charge la formation des techniciens de l'hôpital. La dotation de cet hôpital d'un

plateau technique de pointe et le financement de la formation du personnel par Isidore Mvouba répondent à l'exigence d'une expertise locale qualifiée.

Le médecin chef de l'hôpital de Kindamba, Henri Bantsimba Mbanza, est revenu sur l'importance du matériel réceptionné. « Cette dotation que vous venez de

faire aujourd'hui a une importance capitale. Hier encore, nous orientions nos malades vers Mindouli ou encore Brazzaville pour une simple échographie. Tout cela avec les contraintes liées à l'état de la route, aux finances et aussi surtout à l'état du patient ou de la femme enceinte. Nous pouvons aujourd'hui nous dire fiers d'être à Kindamba grâce à cet instrument qui vient nous rassurer tous. Nous savons que vous ne ménagez aucun effort pour solutionner tant soit peu les problèmes de santé de vos mandants en leur apportant l'essentiel », a laissé entendre le médecin chef.

Insistant sur l'importance de la paix qu'il considère comme le cheval de bataille du président-candidat, Henri Bantsimba Mbanza a annoncé le ralliement du personnel de l'hôpital de Kindamba derrière son député pour réclamer et maintenir la paix dans les pays de Mpangala. Notons que l'apport du directeur local de campagne du candidat de la Majorité présidentielle à Kindamba transforme radicalement la prise en charge des malades dont certains ne savaient plus à quel saint se vouer.

P.W.D.



Les médecins examinant une patiente/DR

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Uphrem Dave Mafoula face à la population de Brazzaville

Le candidat à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars, Uphrem Dave Mafoula, a tenu le 10 mars au boulevard Alfred-Raoul, à Brazzaville, son dernier grand meeting de campagne électorale, après une longue tournée dans l'hinterland.

Face aux Brazzavillois de tout âge, Uphrem Dave Mafoula s'est déclaré être « le candidat des jeunes et du changement ». Il a présenté, en détails, les principaux axes de son projet de société intitulé le « Pacte républicain pour le nouveau départ » qu'il compte exécuter, si les Congolais lui accordaient leur voix, lors des journées des 12 et 15 mars. « Je ne serai pas comme ceux qui ont promis aux Congolais depuis des années le changement alors qu'ils ne l'ont pas donné », a déclaré Uphrem Dave Mafoula, confiant de sa victoire.

Parmi les grandes lignes proposées par le candidat, figurent, entre autres, la consolidation de la démocratie, l'Etat de droit et la promotion de la bonne gouvernance. « Je mettrai toute ma volonté à rééquilibrer les pouvoirs, à



Dave Mafoula s'adressant à la foule au boulevard Alfred-Raoul/Adiac

moraliser la vie publique et à garantir l'effectivité des droits fondamentaux, afin d'ancrer durablement la démocratie congolaise dans nos réalités socio-culturelles et de répondre

aux aspirations profondes de notre peuple », a-t-il promis.

Il s'engage à réformer les institutions et à repenser l'organisation territoriale en réduisant le nombre de départements par un décou-

page de huit seulement. L'objectif est de simplifier, d'après lui, le fonctionnement du Parlement et d'élargir la participation des forces vives de la nation et redonner au pouvoir judiciaire les moyens de sa pleine autonomie. « Supprimer le Sénat, réduire le nombre de sièges à l'Assemblée », a-t-il proposé.

L'autre point abordé par Uphrem Dave Mafoula lors de ce face-à-face avec les Congolais a porté sur le social et l'entrepreneuriat des jeunes. Il a promis, dans son message, de soutenir le secteur privé tout en facilitant les investissements et les innovations locales, de réduire les inégalités, de lutter contre la misère et de garantir l'accès aux droits fondamentaux pour tous.

Il entend également moderniser l'éducation, la formation professionnelle et la santé en rendant accessibles tous ces domaines à

chaque couche de la population. « Rendre l'école gratuite pour les orphelins, offrir des bourses aux élèves à partir de la classe de quatrième, des consultations gratuites pour les femmes enceintes et un budget spécial pour la reconstruction du Pool », a indiqué Uphrem Dave Mafoula.

Rendant hommage à la femme congolaise en ce mois de mars, Dave Mafoula a remarqué l'absence des femmes lors de ce scrutin présidentiel. « Cela signifie que les femmes n'ont pas encore suffisamment compris le combat politique », a-t-il déploré.

A quelques jours de la clôture de la campagne électorale, Uphrem Dave Mafoula continue de mobiliser ses partisans avec pour seule consigne le jour du vote : choisir le candidat du changement.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Mabio Mavoungou-Zinga dévoile son projet « Cap pour demain »

A mi-parcours de sa campagne électorale dans l'arrière-pays, le président du parti Alliance et candidat à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars, Mabio Mavoungou-Zinga, a présenté lors d'un meeting, le 8 mars à Brazzaville, les sept piliers de son projet de société « Cap pour demain »

« Si j'ai accepté de faire acte de candidature à cette élection présidentielle, ce n'est pas par ambition personnelle. C'est par devoir envers la nation, la jeunesse et l'avenir du Congo », a déclaré Mabio Mavoungou-Zinga, sur l'intérêt de sa candidature.

Pour le président de l'Alliance, le citoyen congolais ne demande plus seulement le changement mais aussi de la dignité. « Le Congo ne demande plus les promesses mais exige un projet », d'où le sien estampillé transformation nationale.

Le candidat Mabio Mavoungou-Zinga place dans son programme la gouvernance au sommet des priorités. Il veut rompre, selon lui, avec les pratiques du passé en organisant l'indépendance de la justice et la création d'une haute autorité contre la corruption. « Nous mettrons fin à la politique du vent. Et nous ouvrirons l'air du mérite et du service public. Une économie saine et créatrice d'emplois », a-t-il prévu.

Face au chômage qui ronge la jeunesse, le candidat propose une thérapie. L'objectif est de créer 200 000 emplois en soutenant massivement les petite et moyennes entreprises, grâce à un fonds de garantie de 100 milliards FCFA. Mais la grande révolution est aussi dans l'assiette. Le cinquième pilier dans son projet vise une souveraineté alimentaire avec le financement de 200 000 exploitants agricoles. « L'État ne doit pas étouffer l'économie, il



Mabio Mavoungou-Zinga

doit la libérer », a martelé le candidat à la présidence de la République.

Un plan pour les infrastructures, l'éducation et la santé

Mabio Mavoungou-Zinga prévoit dans son projet, entre autres, la construction stratégique du barrage de Sounda pour mettre fin aux délestages ; un maillage complet incluant la réhabilitation du Chemin de fer Congo-océan et la création d'une compagnie aérienne nationale.

Affirmant que la richesse d'un pays se trouve dans « la tête de sa jeunesse », le projet compte investir dans le capital humain avec le recrutement de 30 000 enseignants ainsi que la construction

de plusieurs salles de classe et de cités universitaires modernes.

Sur le plan social, le candidat propose une assurance maladie universelle et le recrutement de 15 000 professionnels de santé visant à protéger les plus vulnérables. « Un pays qui abandonne ses malades et ses retraités abandonne son âme », a indiqué Mabio Mavoungou-Zinga.

Appelé à continuer sa tournée sur toute l'étendue du territoire national avant son dernier meeting dans le département de Pointe-Noire, le candidat a donné une seule consigne à ses sympathisants : être ses directeurs de campagne, ses porte-paroles, afin de devenir des « acteurs du changement ».

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Rock Ondziel Onna élargit la base électorale de Denis Sassou N'Guesso à Makoua

Au nombre des forces qui mobilisent les électeurs en faveur de la candidature du président sortant, Denis Sassou N'Guesso, dans la sous-préfecture de Makoua, il y a le Comité de soutien de cette ville, une plateforme dirigée par l'ancien sénateur Rock Ondziel Onna et l'icône de la jeunesse Akwa, Mesmin Aboni.

Depuis le début de la campagne électorale en vue de la présidentielle des 12 et 15 mars, le Comité de soutien de Makoua à la candidature de Denis Sassou N'Guesso s'active dans la mobilisation et l'élargissement de sa base électorale. Affichage des effigies, distribution de gadgets, sensibilisation des potentiels électeurs, voilà, entre autres, les actions que mène cette dynamique pour mieux vendre l'image d'un homme d'expérience et d'une icône politique qui, selon Rock Ondziel Onna, a consacré toute son



Rock Ondziel Onna en première ligne avec les jeunes à Makoua/DR

existence au service de la République.

Pour lui, Denis Sassou N'Guesso est un défenseur de la gouvernance apaisée et participative, respectueuse des valeurs républicaines. Le Comité de soutien de Makoua se dit également défenseur « des valeurs de partage et de tolérance dans la diversité », tel que prôné par le président de la République sortant. D'où ses multiples appels à voter pour ce dernier afin d'accélérer la marche vers le développement.

Ancien sénateur de Brazzaville (2017-2023), Rock Ondziel Onna est décrit comme un homme discret mais travailleur, attirant les autres par sa simplicité et son humilité.

Parfait Wilfried Douniama

INTERVIEW

Marie Michèle Goma-Sambot : « Le PCT demeure un parti inclusif avec une réelle capacité d'intégration des autres »

Nommée par Pierre Moussa, directeur national de campagne du candidat de la Majorité présidentielle, Marie-Michèle Goma-Sambot, membre du Comité central du Parti congolais du travail (PCT), membre de la Fédération France-Europe, fait partie des quinze assistants territoriaux pour battre campagne à travers le territoire national. Mise à la disposition du département du Kouilou, elle parle de son immersion dans le comité de campagne.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Comment s'est déroulée votre immersion au sein du comité de campagne Kouilou ?

Marie Michèle Goma-Sambot (M.M.G-S.) : Durant près de deux semaines, j'ai rempli mon rôle d'assistant du suivi et évaluation. Ma feuille de route m'a donné la latitude d'intégrer les équipes de campagne de mon parti du département du Kouilou. Ensemble, nous nous sommes rendus au plus près de la population à travers différentes localités. Ce qui m'a permis de m'assurer du niveau d'ancrage du PCT. Il demeure un parti inclusif avec une réelle capacité d'intégration des autres partis de la Majorité présidentielle. Nous avons réussi à susciter l'engouement des électeurs. Nous nous sommes



Marie Michèle Goma-Sambot, députée politique PCT à la campagne électorale dans le département du Kouilou/Adiac

assurés de leur inscription sur les listes électorales et ils se sont dit prêts à voter le 15 mars. Mon immersion était totale tant par la découverte de la population que par le potentiel naturel que regorge ce département. À titre personnel, j'avoue avoir eu le sen-

timent profond d'être chez moi, en République du Congo, pays au-delà des considérations d'appartenances géographiques.

L.D.B. : Étant résidente en France, avez-vous trouvé des points concernant les

Congolais vivant à l'étranger à travers le projet de société de votre candidat «L'accélération de la marche vers le développement» ?

M.M.G-S : Ce projet de société est inclusif. Il a été élaboré en tenant compte de la vision de notre pays avec un développement accéléré au bénéfice de tous les Congolais où qu'ils se trouvent. Nous avons battu campagne dans ce sens. Le mandat 2026-2031 nous offre une feuille de route présentant une pleine maîtrise de l'entame de la marche vers le développement assuré. C'est un développement qui contribuera à mettre l'accent sur les mécanismes d'une économie diversifiée avec l'agriculture, retenue, entre autres, pour cette diversification.

L.D.B. : À l'issue du scrutin

du 15 mars, si votre candidat est élu, quels seraient les premiers pas à accélérer à votre avis ?

M.M.G-S. : Les priorités et le chronogramme d'application sont certes déjà définis. Mais, s'il m'était permis d'émettre un avis, je proposerais d'accélérer tout d'abord sur l'industrialisation de l'agriculture. Et, comme symbole, je choisirais le département du Kouilou qui abrite Pointe-Noire comme capitale économique, et où le pétrole coule, celui-ci étant le moteur de notre économie. Je viens de battre campagne et j'ai pu observer une terre nourricière naturellement. Dans ce rythme d'accélération, j'y adjoindrais, bien sûr, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, tellement indispensables !

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

La direction locale de campagne de DSN vise 100 % à Makoua

L'équipe locale de campagne du candidat de la Majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso (DSN), à Makoua, a intensifié la mobilisation de la population ces derniers jours. Le 10 mars, le directeur local adjoint de campagne, Frédéric Yéka, a rencontré les habitants de la communauté urbaine de Makoua pour leur délivrer le message du candidat.

Accompagné des autres membres de la direction locale de campagne, Frédéric Yéka a sillonné plusieurs quartiers, notamment Mossa-Keta, Mbataka, Ohadé, Egnimba-ni-Ndza et Bonga, afin d'inviter la population à renouveler sa confiance au candidat-président Denis Sassou N'Guesso. Partout où la délégation est passée, une minute de silence a été observée en mémoire de Firmin Ayessa, membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT). L'ancien député de Makoua dont les qualités ont été saluées par le candidat Denis Sassou N'Guesso lors de son méga meeting du 8 mars 2026 à Owando.

Selon Frederick Yéka, cette marque de reconnaissance témoigne de la fidélité et de l'attachement de Firmin Ayessa aux idéaux de son leader politique. Pour lui, l'illustre disparu demeure aujourd'hui un modèle pour la population de Makoua. Lors de ses échanges avec les habitants, le député de Makoua est revenu sur la décision prise pendant le sixième congrès ordinaire du PCT, tenu à Brazzaville du 27 décembre 2025 au 1er janvier 2026. En effet, au cours de ces assises, les congressistes



L'équipe de campagne observant une minute de silence en mémoire de Firmin Ayessa/DR

avaient investi Denis Sassou N'Guesso, président du Comité central du PCT, comme leur candidat à l'élection présidentielle de ce mars. Il a également rappelé que cette candidature avait été officiellement annoncée le 5 février à Bambou Mingali, à près de 60 kilomètres au Nord de Brazzaville, à l'occasion de l'ouverture de la première Grande foire agricole du Congo. Ainsi, Frédéric Yéka a invité les habitants des quartiers visités à accorder une nouvelle fois leur confiance au candidat-président afin de lui permettre de poursuivre et d'accélérer les actions de développement du pays. Le directeur local de campagne adjoint du candidat de la Majorité présidentielle a notamment évoqué plusieurs réalisations

attribuées au chef de l'État à Makoua, notamment dans les domaines de l'accès à l'eau et à l'électricité, de la construction des routes et des infrastructures urbaines, de la santé ainsi que de la création d'emplois pour les jeunes. S'agissant de la participation à l'élection, un enjeu jugé crucial pour Makoua, Frédéric Yéka, qui conduit cette campagne sous la supervision du ministre d'État Gilbert Ondongo, a lancé un appel aux électeurs. Il les a invités à se rendre massivement aux urnes le 15 mars dès 7 heures en votant pour le candidat Denis Sassou N'Guesso. Un appel qui a reçu un écho favorable puisque la population a promis une victoire sans appel du président candidat.

Parfait Wilfried Douniama

Précieux Massouémé, une autre force de mobilisation

Parmi les forces de mobilisation des électeurs en faveur du président-candidat, Denis Sassou N'Guesso, il faut compter le coordonnateur de Brazzaville international Leadership Youth forum (Bilyf), Précieux Massouémé.

Après Pointe-Noire, Loango, Dolisie, Sibiti, Madingou, Kinkala, Djambala et Ewo, Précieux Massouémé a organisé le 9 mars, à Brazzaville, un grand carnaval, démontrant son soutien indéfectible au candidat de la Majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso. Partie de l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat en passant par le rond-point de Patte d'oie, le parc zoologique, l'avenue Maréchal Lyautey, l'ambassade de Chine, la rue Mbochis, l'avenue de la paix, le marché et rond-point Mougali, l'avenue des Trois martyrs, le marché Plateau des 15 ans, la préfecture, pour chuter à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat, la démonstration de force avait un objectif de soutenir le candidat Denis Sassou N'Guesso et demander surtout à la jeunesse d'aller voter massivement en sa faveur. Selon Précieux Massouémé, ce carnaval est une dédicace au candidat de la jeunesse. « Après Pointe-Noire, Kouilou, Loango en passant par Dolisie, Kinkala, Sibiti, Djambala et Ewo, nous avons donc jugé utile d'organiser un carnaval à Brazzaville afin d'affûter déjà les armes pour un vote effectif, le 15 mars. Vous savez que les jeunes ont fait le choix de Denis Sassou N'Guesso, leur candidat car, pour nous, c'est le seul de l'espoir », a justifié le coordonnateur de Bilyf.



Précieux Massouémé répondant aux questions de la presse/DR

Notons que depuis l'annonce de la candidature de Denis Sassou N'Guesso le 5 février à Bambou Mingali, dans le département de Djoué-Léfini, Précieux Massouémé a battu le record de carnivals à Brazzaville en s'affichant comme un mobilisateur en faveur du candidat-président, l'accompagnant souvent de l'aéroport jusqu'à sa résidence officielle du Palais du peuple. Une mobilisation qu'il poursuit depuis le début de la campagne électorale à travers tout le pays.

P.W.D.

AVIS DE VACANCE/DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur de cabinet du Ministre du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur Privé porte à la connaissance de toute personne intéressée, que dans le cadre des recrutements du personnel hors catégorie de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), quatre (04) avis de vacance des postes y afférents sont mentionnés ci-dessous.

Titre de poste : Directeur Général de l'OAPI

Catégorie : HC3

Date d'entrée en fonction : 1er août 2027

Durée de nomination : Mandat de cinq (5) ans renouvelable une fois.

Unité administrative : Direction Générale

Date de clôture de dépôt de candidatures : Lundi 15 juin 2026

Lieu d'affectation : Yaoundé (République du Cameroun)

Condition d'éligibilité :

- Être ressortissant d'un des Etats membres de l'OAPI ;
- Être âgé de 55 ans au plus à la date de clôture du dépôt des candidatures ;
- Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité.

Attributions Générales :

Le Directeur Général représente l'Organisation dans tous les actes de la vie civile. Il est responsable de la gestion de l'Organisation devant le Conseil d'Administration auquel il rend compte et aux directives duquel il se conforme en ce qui concerne les affaires intérieures et extérieures de l'Organisation.

Qualifications requises :

- a) Être titulaire d'un Diplôme universitaire de 3^e cycle (DEA ou équivalent, Diplôme d'Ingénieur de conception) ;
- b) Justifier d'une vaste expérience professionnelle et d'administration d'au moins dix (10) ans à des fonctions de conception et de direction.

Conditions d'emploi :

Le poste est classé à la catégorie HC3 de la grille salariale en vigueur à l'OAPI.

Outre le salaire de base, l'intéressé (e) bénéficie :

- d'une indemnité de fonction ;
- d'une indemnité d'expatriation ;
- et divers avantages prévus par les textes en vigueur.

Composition du dossier de candidature :

Le dossier de candidature comprend :

- une demande de recrutement au poste à pourvoir adressée au Président du Conseil d'Administration par l'intermédiaire du Ministre en charge de l'industrie ;
- un extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif en tenant lieu ou une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- un curriculum vitae détaillé, certifié par l'administration d'origine ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- une copie certifiée conforme des titres, diplômes et attestations de qualification ;
- une attestation régulièrement établie des emplois publics ou privés précédemment occupés et indiquant leur durée ;
- un certificat médical attestant que le candidat est apte à occuper le poste ;
- un mémorandum présentant le mode de mise en œuvre des missions de l'Organisation, le mode de gestion et les innovations que le candidat se propose d'apporter.

Les originaux des documents exigibles seront présentés au moment des interviews.

2.AVIS DE VACANCE/DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Titre de poste : Directeur Général Adjoint de l'OAPI

Catégorie : HC2

Date d'entrée en fonction : 1er août 2027

Durée de nomination : Mandat de cinq (5) ans renouvelable une fois.

Unité administrative : Direction Générale

Date de clôture de dépôt de candidatures : Lundi 15 juin 2026

Lieu d'affectation : Yaoundé (République du Cameroun)

Condition d'éligibilité :

- Être ressortissant d'un des pays membres de l'OAPI ;
- Être âgé de 55 ans au plus à la date de clôture du dépôt des candidatures ;
- Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité.

Attributions Générales :

Le Directeur Général Adjoint seconde le Directeur Général. Il assiste ce dernier dans tous les domaines de fonctionnement de l'Organisation.

Qualifications requises :

- a) Être titulaire d'un Diplôme universitaire de 3^e cycle (DEA ou équivalent, Diplôme d'Ingénieur de conception) ;
- b) Justifier d'une vaste expérience professionnelle et d'administration d'au moins dix (10) ans à des fonctions de conception et de direction ;
- c) Justifier d'une expérience en propriété intellectuelle.

Conditions d'emploi :

Le poste est classé à la catégorie HC2 de la grille salariale en vigueur à l'OAPI.

Outre le salaire de base, l'intéressé (e) bénéficie :

- d'une indemnité de fonction ;
- d'une indemnité d'expatriation ;
- et divers avantages prévus par les textes en vigueur.

Composition du dossier de candidature :

Le dossier de candidature comprend :

- une demande de recrutement au poste à pourvoir adressée au Président du Conseil d'Administration par l'intermédiaire du Ministre en charge de l'industrie ;
- un extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif en tenant lieu ou une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- un curriculum vitae détaillé, certifié par l'administration d'origine ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- une copie certifiée conforme des titres, diplômes et attestations de qualification ;
- une attestation régulièrement établie des emplois publics ou privés précédemment occupés et indiquant leur durée ;
- un certificat médical attestant que le candidat est apte à occuper le poste ;
- un mémorandum présentant les propositions du candidat pour l'accomplissement des missions.

Les originaux des documents exigibles seront présentés au moment des interviews.

3.AVIS DE VACANCE/CONTRÔLEUR FINANCIER

Titre de poste : Contrôleur Financier de l'OAPI

Catégorie : HC 1

Date d'entrée en fonction : 1er août 2027

Durée de nomination : Mandat de cinq (5) ans renouvelable une fois.

Unité administrative : Contrôle financier

Date de clôture de dépôt de candidatures : Lundi 15 juin 2026

Lieu d'affectation : Yaoundé (République du Cameroun)

Condition d'éligibilité :

- Être ressortissant d'un des pays membres de l'OAPI ;
- Être âgé de 55 ans au plus à la date de clôture du dépôt des candidatures ;
- Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité.

Attributions Générales :

Outre le contrôle classique de l'activité financière, le Contrôleur Financier est chargé de l'audit interne de l'Organisation. Il assure la vérification permanente du respect des procédures et méthodes mises en place par la Direction Générale pour le fonctionnement de l'ensemble des services de l'Organisation.

Qualifications requises :

- a) Être titulaire d'un Diplôme de 3^e cycle dans l'un des domaines suivants : audit, contrôle de gestion, comptabilité, finances.
- b) Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans à des fonctions de contrôle, de comptabilité ou de finances.

Conditions d'emploi :

Le poste est classé à la catégorie HC 1 de la grille salariale en vigueur à l'OAPI.

Outre le salaire de base, l'intéressé (e) bénéficie :

- d'une indemnité de fonction ;
- d'une indemnité d'expatriation ;
- et divers avantages prévus par les textes en vigueur.

Composition du dossier de candidature :

Le dossier de candidature comprend :

- une demande de recrutement au poste à pourvoir adressée au Président du Conseil d'Administration par l'intermédiaire du Ministre en charge de l'industrie ;
- un extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif en tenant lieu ou une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
- un curriculum vitae détaillé, certifié par l'administration d'origine ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- une copie certifiée conforme des titres, diplômes et attestations de qualification ;
- une attestation régulièrement établie des emplois publics ou privés précédemment occupés et indiquant leur durée ;
- un certificat médical attestant que le candidat est apte à occuper le poste ;

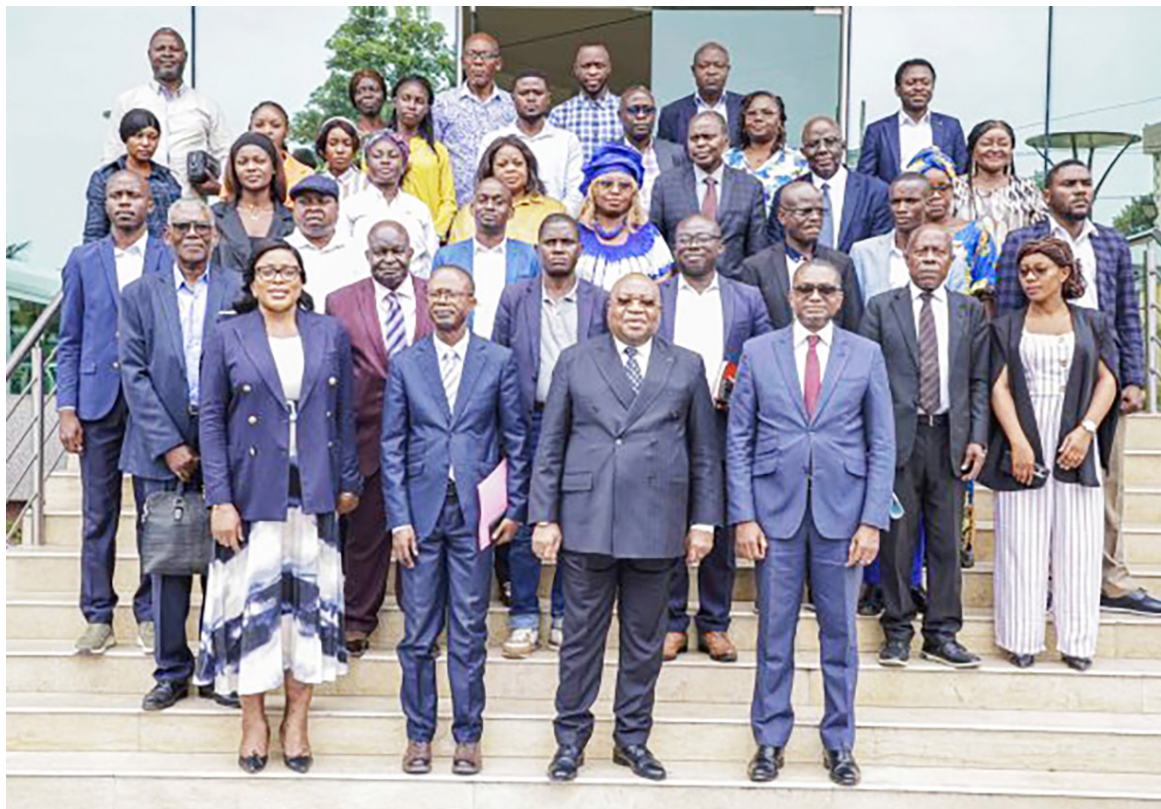
PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Des journalistes formés à l'usage responsable des réseaux sociaux

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLCs) a organisé, le 10 mars à Brazzaville, de concert avec l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCEr), une formation spéciale au profit des journalistes-reporters et responsables de communication des partis politiques, pour les édifier sur l'usage utile des réseaux sociaux en période électorale, afin de prévenir la désinformation.

La formation s'est tenue sur le thème « L'usage responsable des réseaux sociaux et l'intégrité électorale ». Une centaine de journalistes actifs et responsables de communication de quelques formations politiques a pris part.

A l'occasion, des experts de Tik-Tok et Méta, société qui gère Facebook, Instagram et whatsapp, ont animé, en ligne, des exposés afin d'édifier les professionnels des médias sur le fonctionnement de leurs plateformes numériques. L'objectif étant de prévenir la désinformation en cette période sensible, qui peut faire basculer le pays dans des violences pré ou post électorales. Dans le fond, les experts de Tik-Tok et Méta ont rappelé aux participants que leurs plateformes fonctionnent sur la base des principes d'éthique bien définis. Sur leurs réseaux respectifs, ont-ils indiqué, ils ont employé des centaines de Fact-checkers, un groupe de techniciens qui assurent le contrôle au quotidien de tout contenu infondé et mal-



Les responsables du CSLC et ceux de l'ARPCEr posant avec les journalistes/Adiac

veillant sur les deux plateformes digitales.

Il s'agit, entre autres, des discours de haine, de la désinformation, la stigmatisation, les in-

juries, des appels au soulèvement populaire, des appels et propos violents.

Pour prévenir ces contenus malveillants sur leurs réseaux,

Tik-Tok et Méta se sont engagés à renforcer leurs mesures de sécurité en vue de combattre les contenus erronés, des manipulations de l'opinion, ainsi que

toute sorte de fake-news et de désinformation qui abondent les réseaux sociaux en période électorale.

Dans les échanges, les journalistes ont exhorté les deux plateformes numériques à veiller au grain à la publication, par des internautes, des résultats du vote en ligne avant les structures habilitées.

Clôture de la formation, le président du CSLC, Médard Milanlou, a invité les professionnels des médias à mettre en pratique les notions apprises afin de lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux, un phénomène qui prend l'ampleur à travers le monde.

Selon les experts, au Congo, l'usage de l'Internet et des réseaux sociaux est en hausse, avec plus de 31 milliards de mégabytes de données consommées au deuxième trimestre 2025. Le taux de pénétration d'Internet est estimé à 58 %, avec environ 5,7 millions de connexions mobiles, soit près de 93 % de la population.

Firmin Oyé

-un mémorandum présentant les propositions du candidat pour l'accomplissement des missions.

Les originaux des documents exigibles seront présentés au moment des interviews.

4. AVIS DE VACANCE / AUDITEUR INTERNE

Titre de poste : Auditeur Interne de l'OAPI

Catégorie : HC 1

Date d'entrée en fonction : 1er août 2027

Durée de nomination : Mandat de cinq (5) ans renouvelable une fois.

Unité administrative : Direction Générale

Date de clôture de dépôt de candidatures : Lundi 15 juin 2026.

Lieu d'affectation : Yaoundé (République du Cameroun)

Condition d'éligibilité :

-Être ressortissant d'un des pays membres de l'OAPI ;

-Être âgé de 55 ans au plus à la date de clôture du dépôt des candidatures ;

-Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité.

Attributions Générales :

L'auditeur interne est chargé d'évaluer les risques, de vérifier les contrôles internes, d'auditer les processus opérationnels et de faire des recommandations.

Qualifications requises :

a) Être titulaire d'un Diplôme de 3ème cycle (DEA ou équivalent - Diplôme d'ingénieur de conception) ;

une formation complémentaire en audit ou management de la qualité et la certification CIA (Certified Internal Auditor) constitue un atout ;

b) Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) années dont un minimum de cinq (5) années en encadrement, acquise principalement au sein d'un office de propriété intellectuelle ou en cabinet de conseil spécialisé en propriété intellectuelle. Les compétences techniques attendues incluent la maîtrise des processus d'examen et de délivrance des titres de propriété intellectuelle, ainsi que les procédures de contrôle qualité applicables aux offices de propriété intellectuelle.

Conditions d'emploi :

Le poste est classé à la catégorie HC 1 de la grille salariale en vigueur à l'OAPI.

Outre le salaire de base, l'intéressé (e) bénéficie :

-d'une indemnité de fonction ;

-d'une indemnité d'expatriation ;

-et divers avantages prévus par les textes en vigueur.

Composition du dossier de candidature :

Le dossier de candidature comprend :

-une demande de recrutement au poste à pourvoir adressée au Président du Conseil d'Administration par l'intermédiaire du Ministre en charge de l'industrie ;

-un extrait d'acte de naissance ou du jugement supplétif en tenant lieu ou une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;

-un curriculum vitae détaillé, certifié par l'administration d'origine ;

-un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

-une copie certifiée conforme des titres, diplômes

et attestations de qualification ;

-une attestation régulièrement établie des emplois publics ou privés précédemment occupés et indiquant leur durée ;

-un certificat médical attestant que le candidat est apte à occuper le poste ;

-un mémorandum présentant les propositions du candidat pour l'accomplissement des missions.

Les originaux des documents exigibles seront présentés au moment des interviews.

NB: pour toutes autres informations complémentaires, s'adresser à la Direction de l'Antenne Nationale de la Propriété Industrielle, sise Boulevard Denis SASSOUNGUÉSSO, face ex cinéma Vog. Tél: 06 626 93 10/05 538 87 82 -:- 06 678 57 62

Adresse à laquelle les dossiers doivent être envoyés :

Le dossier complet sera adressé, sous pli fermé, par l'intermédiaire du Ministre en charge de l'industrie du pays d'origine du candidat, au Président du Conseil d'Administration au plus tard le lundi 15 juin 2026 à 15 Heures à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'OAPI, Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Tél: +225 2720229528, Immeuble Postel 2001, 23ème étage, Abidjan Plateau, BPV 142 / 143 Abidjan, Côte d'Ivoire.

NB: Seuls les candidats retenus seront informés de la suite du processus de recrutement.

Fait à Brazzaville, le
Emile Blaise Pascal OPANGAULT. -

MAKÉLÉKÉLÉ 4

La direction locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans une vaste campagne de proximité

La direction de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la quatrième circonscription de Makélékélé a mené une vaste opération de de proximité dans les quartiers dudit arrondissement. Claude Ayessa, accompagné de la citoyenne d'honneur de Makélékélé, Bélanda Ayessa, a visité les quartiers Kingouari, Kinsoundi, Barrage, dans la ferveur populaire. Claude Ayessa a tenu une série de réunions avec les différentes sensibilités de la circonscription. Ces rencontres ont été également l'occasion pour édifier la population sur les grands axes du projet de société du candidat de la Majorité présidentielle.

Le directeur de campagne local a profité de l'occasion pour appeler la population de Makélékélé 4 à se mobiliser et à voter massivement pour Denis Sassou N'Guesso, présenté comme le candidat de la stabilité. « Je vous demande, le 15 mars, d'aller massivement voter notre candidat, Denis Sassou N'Guesso. Il faut éviter l'abstention. Je mets un accent particulier sur l'abstention qui est notre ennemi numéro 1. Nous le savons tous ici que sans la paix, on ne peut rien faire. Voilà pourquoi nous devons l'accompagner, parce qu'il a encore beaucoup à faire dans ce pays. Le chantier est vaste. Le 15 mars, vous devez aller massivement voter notre candidat », a-t-il invité.

Pour la citoyenne d'honneur de Makélékélé, porte-parole thématique du candidat Denis Sassou N'Guesso, le vote du 15 mars doit être historique. « Je m'adresse aux jeunes, vous devez aller dire aux autres que l'heure est grave et que nous sommes en plein examen. Il faut que les gens apprennent qu'ici à Makélékélé, nous avons eu notre examen par une moyenne de 20 sur 20 », a lancé Bélanda Ayessa.

Les personnes vivant avec handicap promettent un coup KO

La campagne de proximité s'est poursuivie par un moment d'échange avec des personnes vivant avec handicap. Cette rencontre a eu pour objectif de renforcer le dialogue avec cette frange de



La citoyenne d'honneur Bélanda Ayessa remetant des présents aux personnes vivant avec handicap de Makélékélé 4/Adiac

la population. Face aux participations, Claude Ayessa a présenté la nouvelle vision de son candidat inscrit dans son projet de société intitulé « Accélérons la marche vers le développement ». Un programme qui accorde une place importante à l'inclusion sociale et à la prise en compte de la population la plus vulnérable.

L'équipe de campagne locale du candidat président Denis Sassou N'Guesso a encouragé les personnes vivant avec handicap de Makélékélé 4 à participer massivement au scrutin et à porter leur choix sur ce candidat de l'expérience, jugé capable de garantir leur plein épanouissement. Ces dernières ont exprimé leur gratitude à l'équipe locale du candidat et ont promis de voter massivement, le 15 mars. « Le 15 mars, nous personnes vivant

avec handicap, serons debout dès 8h, à partir de 9h- 10h, on a fini de voter, ça sera un coup KO », ont-elles promis. La rencontre a pris fin par la remise des présents et kits de relèvement destinés à faciliter la mobilité des bénéficiaires. Enfin, la porte-parole thématique du candidat Denis Sassou N'Guesso, Bélanda Ayessa, a sillonné plusieurs églises et quartiers de Makélékélé 4, afin de demander aux responsables religieux de prier pour le bon scrutin du 15 mars. De la paroisse catholique à la paroisse évangélique de Kingouari, en passant par le grand séminaire de Kinsoundi, puis l'église salutiste de Kinsoundi, Bélanda Ayessa a plaidé pour une communion de prière afin que cette élection se déroule dans

la paix. « Nous étions très émus et très heureux d'arriver ici, dans cette église de Kingouari, pour une seule chose en réalité. Les échéances importantes pointent à l'horizon, notamment l'élection présidentielle. Nous allons toujours prôner la paix et tout doit se faire dans la paix. Mais qui mieux que les hommes de Dieu, les hommes d'église, pour intercéder pour cette paix là. Nous comptons sur eux pour que dans leur prière, la paix puisse régner avant, pendant et après ces élections », a-t-elle déclaré.

Très sensibles à ce geste et à cette initiative de la porte-parole thématique du candidat président Denis Sassou N'Guesso, les responsables des églises visitées ont promis de

jouer leur partition en implorant la grâce divine afin que ce scrutin se déroule dans le calme et la paix. « C'est toujours un sentiment de gratitude, de remerciement. Ce que je souhaite de tout coeur, c'est que tout se passe bien, dans la paix, dans la joie », « En tout cas c'est une grande joie, nous avons vu la grâce de Dieu, c'est une bénédiction. Que le Seigneur puisse prendre le règne de tout ce qui va se passer durant ces élections. Nous avons besoin de la joie et de la tranquillité ». « Recevoir notre soeur est un sentiment de joie. La paix nous en avons tous besoin. Sans la paix on ne peut rien rien faire, nous avons besoin de ma paix, et prier pour la paix c'est un devoir pour tout homme et de surcroît pour nous homme de Dieu que nous sommes. Notre devoir c'est de prier pour la paix pour que le pays aille de l'avant ». « On ne peut rien faire sans le Seigneur, le Seigneur lui accordera la victoire, tel est notre souhait », se sont exprimés les responsables des églises catholique de Kingouari, protestante de Kingouari, le Grand séminaire de Kinsoundi, et l'église salustite de Kinsoundi. La campagne de proximité a pris fin par un carnaval motorisé à travers la circonscription électorale de Makélékélé 4 afin d'encourager et convaincre les indécis de voter pour le candidat de la majorité parlementaire.

Bruno Zéphirin Okokana

TRIBUNE LIBRE

Quand fécondité culturelle et attractivité touristique s'embrassent

L'alliance de mots qui porte ensemble le couple « culture et tourisme » est une fibre de considération enrichissante pour la visibilité de notre patrimoine culturel et sa mise en valeur dans les échanges entre les peuples. Le potentiel d'aide au développement qu'elle représente est inestimable. Avec la campagne électorale qui vient de s'ouvrir dans notre pays, un candidat, féru d'expérience et habité par l'ambition, offre une vision éclairée de cette dynamique culturelle et touristique. Il s'agit de Denis Sassou N'Guesso, porté par une vague impressionnante de sympathisants.

Il est, aujourd'hui, admis que le tourisme culturel est l'un des pans en pleine prospérité du tourisme international. D'après ONU Tourisme, il s'agit d'un « type d'activité touristique dans lequel la motivation essentielle du visiteur est d'apprendre à connaître, de découvrir et de consommer les attractions/produits culturels matériels et immatériels d'une destination touristique ». C'est l'un des secteurs touristiques à la croissance rapide, qui représente environ 40% du tourisme mondial. A la lumière de ces données, l'on comprend pourquoi il importe d'accorder une place de choix à la préservation du patrimoine culturel tout en veillant à le rendre accessible aux touristes. Dans une mosaïque unique, qui combine

à la fois le patrimoine matériel et immatériel, la créativité urbaine et l'héritage traditionnel, le potentiel du tourisme culturel regorge d'immenses ressources. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, en février 2024, une résolution proclamant « L'Année internationale du tourisme durable et résilient, 2027 ».

La mise en perspective d'une célébration comporte en elle-même une option déterminante : faire du patrimoine culturel d'un pays le point d'attractivité touristique. Un tel horizon est déjà perceptible dans ce qui se réalise dans notre pays. Il est riche en culture et en patrimoine, avec plus de 60 groupes ethniques et une histoire fascinante. Le tourisme culturel y est en plein essor, offrant aux visiteurs une expérience unique et immersive. Ses atouts culturels sont désormais bien connus. La rumba congolaise, les parcs nationaux de Nouabalé-Ndoki et Odzala-Kokoua, la baie de Loango, les festivals culturels, sans compter l'artisanat local ou la gastronomie congolaise sont autant de domaines de notre patrimoine auxquels il faut les sites historiques. Véritable réservoir de potentialités culturelles et touristiques, le Congo a toujours investi dans le tourisme culturel pour promouvoir la diversité et la richesse de sa culture. Les visiteurs peuvent y découvrir une expérience unique et authentique.

tique.

L'impact positif d'un tourisme culturel est tout à fait prévisible sur les communautés locales tant il s'étend sur le développement économique, la préservation des traditions. Il s'ensuit, naturellement, un recadrage des échanges interculturels et une compréhension mutuelle. Dans cet esprit, une synergie d'action peut être activée au service des trois entités que sont les autorités gouvernementales, les communautés locales et les visiteurs touristiques. Car les communautés peuvent gérer et exploiter les activités touristiques en offrant aux visiteurs l'expérience de leur culture et traditions.

La place qu'occupe la littérature congolaise dans ce dispositif est incommensurable. Elle est l'expression reconnue et célébrée de notre créativité. Enseignée et diffusée dans de prestigieuses universités et institutions d'enseignement, elle a encore à nous faire rêver chaque fois qu'elle est présentée dans des salons du livre et autres banquets culturels. Si chaque élection est toujours une nouvelle étape, celle qui commence est le maillon qui nous rattache aux réalisations effectives et aux engagements du candidat Denis Sassou N'Guesso.

Bélanda Ayessa

PRÉSIDENTIELLE DE MARS

Makélékélé 3 soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso

La direction locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la troisième circonscription électorale du premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé, que coordonne Princesse Mouangassa, a organisé le 10 mars un méga meeting au cours duquel elle a assuré le candidat de la Majorité présidentielle du vote massif de la population de cette partie de la ville capitale en sa faveur.



Princesse Mouangassa

Les différents orateurs qui se sont succédé à la tribune du méga meeting, notamment les femmes, les jeunes et les sages ont eu un point commun dans leurs interventions, à savoir offrir au candidat de la majorité présidentielle la victoire dès le premier tour du scrutin.

Ils justifient, en effet, leur soutien au candidat Denis Sassou N'Guesso par son expérience dans la gestion des affaires publiques, son engagement pour la paix et la stabilité sociale ain-

si que sa volonté inébranlable d'inscrire le Congo sur la voie de la modernité à travers les actions sociales dans les domaines sanitaire et éducatif.

Dans son discours de circonstance prononcé à cette occasion, la directrice locale de campagne, Princesse Mouangassa, a appelé les potentiels électeurs de Makélékélé 3 à vaincre l'hésitation et à barrer la route à l'abstention pour donner plus de crédibilité à la victoire de leur candidat.

En outre, elle a rappelé à l'audi-

toire les différentes actions positives que son candidat est en train de poser à Brazzaville, en particulier, et sur l'ensemble du territoire congolais, en général, précisément la modernisation des infrastructures scolaires dans chaque arrondissement et la lutte contre le grand banditisme dans les grandes villes congolaises.

Toutes ces actions, a-t-elle renchéri, contribuent à accélérer la marche du Congo vers le développement. Par ailleurs, la directrice locale de campagne a insisté sur la nécessité pour la population de consulter le programme de société du candidat Denis Sassou N'Guesso dénommé « Accélérons la marche vers le développement » dans lequel il a inscrit les différentes activités qu'il compte réaliser pendant les cinq prochaines années.

Ces retrouvailles ont pris fin dans une liesse populaire qui a débouché sur un carnaval à travers les artères de la troisième circonscription électorale du premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé.

Roger Ngombé

Mayéyé promet de faire carton plein aux urnes



Irene Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa et Sylvie Kaki en campagne à Mayéyé/Adiac

« Nous allons voter le candidat de la Majorité présidentielle à 100% » a été la réponse de la population du district de Mayéyé, dans le département de la Lékoumou, à Irene Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa et Sylvie Kaki, toutes deux en campagne pour le président candidat, Denis Sassou N'Guesso. Ensemble, en effet, elles ont sillonné treize villages appelant à voter massivement pour une victoire sans appel du candidat de la Majorité présidentielle dans le but « d'accélérer la marche vers le développement », ont-elles souligné.

Il convient de rappeler qu'en novembre dernier, les sages et notables du département de la Lékoumou avaient remis au président Denis Sassou N'Guesso les symboles ancestraux en guise de leur soutien pour la continuité de l'œuvre amorcée à la tête du pays.

C'est ainsi qu'avant le lancement officiel de la campagne, la ministre Irene Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa avait parcouru l'ensemble des districts de la Lékoumou, appelant la population à sauvegarder la paix tout en suivant le chemin tracé par les notables s'agissant de l'élection. C'est donc le 15 mars aux urnes que la population qui a promis jouer sa partition pour la victoire du candidat de la Majorité présidentielle devra transformer sa promesse en action concrète.

Rominiq Makaya

Londéla-Kayes promet un vote écrasant en faveur de Denis Sassou N'Guesso

À l'issue d'une offensive de terrain de dix jours menée par le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans le district de Londéla-Kayes, Antoine Ngouala, les habitants des quatre axes du district lui ont promis une victoire éclatante pour le candidat de la Majorité présidentielle, fixant l'objectif d'un score sans équivoque dès le premier tour.

Sous la conduite du directeur local de campagne, accompagné d'une délégation de 38 experts venus de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi, la population du district de Londéla-Kayes a été mobilisée. En l'espace de cinq jours, pas moins de 14 meetings ont été organisés, couvrant l'intégralité du district depuis l'axe Banda Kayes, l'axe principal et l'axe Diambala.

Le marathon électoral a per-

mis de vulgariser le projet de société « L'accélération de la marche vers le développement » reçu par les populations comme une réponse concrète aux défis de l'enclavement, de la santé et de l'agriculture.

La mobilisation avait débuté le 28 février à minuit par le pavoisement intégral du chef-lieu, soutenu par des animations culturelles traditionnelles. Cette dynamique

s'est confirmée le 1er mars à Dolisie, où le district de Londéla-Kayes avait déployé plus de 400 militants lors du grand meeting du candidat de la majorité présidentielle.

Outre les rassemblements politiques, la dimension sociale et spirituelle a été intégrée à la campagne le dimanche 8 mars lors d'un culte œcuménique à l'Église évangélique du Congo, réunissant fidèles évangéliques et catholiques dans un esprit de cohésion nationale.

Le succès de cette tournée de proximité confirme l'unité des quatre axes du district derrière la candidature de Denis Sassou N'Guesso. La population de Londéla-Kayes s'est engagée à transformer chaque voix en un suffrage effectif pour garantir le progrès et la stabilité du pays.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Roger Ndokolo appelle à voter

Le président du parti UNIRR, Roger Ndokolo, lance un appel à voter Denis Sassou N'Guesso.



À trois jours du vote du 15 mars, Roger Ndokolo a lancé un appel à ses concitoyens, les invitant à voter pour le candidat-président Denis Sassou N'Guesso. Pour lui, c'est le seul candidat crédible qui assure la paix à la population congolaise, œuvre pour les préoccupations transgénérationnelles, et capable d'amorcer, dès sa réélection, l'accélération de la marche vers le développement pour le mandat 2026-2031.

« Rendons-nous nombreux aux urnes pour accomplir notre devoir civique, geste de paix et de responsabilité citoyenne », a-t-il confié.

Marie Alfred Ngoma



Antoine Ngouala s'entretenant avec la population de Londéla-Kayes/DR



Fondation Odzala-Kokoua-Lossi
PB 62 Brazzaville, République du Congo
Tél. +242 056 153 3018

145, Avenue Charle DE GAULLE , Plateau Centre-ville Brazzaville
odzala@africanparks.org
www.africanparks.org

Objectifs et scope de l'appel d'offres :

Pour assurer les conditions optimales de travail au sein du Parc National Odzala-Kokoua, La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi sollicite un approvisionnement d'engin détaillé en annexe « A » du présent avis d'appel d'offres.

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi vous invite de ce fait, par le présent avis d'appel d'offres, à présenter votre offre technico-financière sur l'engin détaillé en annexe « A ».

Participation et origine :

La participation au présent appel d'offre est ouverte à égalité de chance à toutes les entreprises issues d'une liste restreinte et qui disposent d'une bonne surface financière et de référence avérée dans le domaine de la fourniture des engins sur le territoire national congolais et/ou à l'international.

Financement :

Ce projet d'acquisition est financé par des différents bailleurs de fonds d'African Parks Networks pour la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi. Il convient donc que cet achat se fera sous réserve de leur validation.

Processus de soumission et présentation d'offres :

1) Le présent avis d'appel d'offres est constitué des éléments principaux suivant :

- Description des besoins (Annexe A)
- Critères d'évaluation et/ou qualification

2) Présentation des offres

En réponse au présent appel d'offres, les entreprises produiront deux documents distincts en un seul plis fermé :

- Offre Technique
- Offre Commerciale financière

La préparation et le dépôt des offres se feront conformément aux dispositions du présent appel d'offres et des instructions aux soumissionnaires donnés dans le dossier d'appel d'offres.

3) Constitution du dossier de soumission

En plus de leurs offres techniques et financières, les soumissionnaires devront fournir :

- Les références des organisations et/ou preuves de livraison sur le territoire congolais et/ou international.
- Les contrats/bons de commande de fourniture de ces types de véhicules et ou engins auprès d'autre organisations au cours des trois dernières années.
- Les documents attestant de l'origine, la provenance de véhicules et ou engins livrés à date auprès d'autres organisation (justificatifs de livraison BL, FOB etc. du fabricant ou de son/ses représentants officiels).
- Les preuves et documents qui attestent de l'authenticité des marques listées ci-dessus.
- Certificat de bonne vie de mœurs (casier judiciaire).
- Copies de vos documents légaux, de vous et/ou de votre établissement/société tels que l'identification nationale, RCCM, NIES, CNSS, NIU etc...

Livraison :

Lieu de livraison est au République du Congo, précisément à Pointe Noire ou à Brazzaville. Dans les cas l'offre gagnant cet appel provient de l'étrangère, la commande entière doit fait partie d'une seule lettre AWB. La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi prendra en charge le dédouanement, ce cout sera considéré pendant l'évaluation des offres.

Communication, dépôt des offres et date limite :

Toutes les questions concernant cet appel d'offres et les dossiers doivent être adressée par courrier électronique au Responsable des achats odzala@africanparks.org avec en copie; le Responsable des Opérations Edwin HOSKYNS edwinh@africanparks.org; Assistant FOM Magloire Djerabe magloired@africanparks.org et le Responsable de Flottes Junior MAPA juniorm@africanparks.org.

A défaut de la possibilité d'envoi électronique du présent dossier d'appel d'offre, une copie de cet appel d'offre peut-être déposée au bureau de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi à Brazzaville :

Fondation Odzala-Kokoua-Lossi
145, Avenue Charles De Gaulle, Plateau
BP 62 Brazzaville/ République du Congo

Votre offre doit être reçue sous plis fermé dans une enveloppe sans votre identité apparente. Tout signe, sceau ou marque relevant de votre identité sur l'enveloppe entrainera l'exclusion de votre offre.

Ne doit apparaître sur l'enveloppe que la référence de l'appel d'offre ci-dessous :

Réf appel d'offre : N° A0001/Fondation Odzala-Kokoua-Lossi/25-02-2026-Fourniture de la niveleuse 140H/140G avec mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPUILLEMENT »

Les candidats qui souhaitent participer à cet appel d'offres, devront nous faire parvenir leur dossier et offre de prix libellé en Franc CFA, Euros ou US Dollar.

N.B : La date limite de dépôt des offres est fixé au vendredi 27 mars 2026 à 12h00 au plus tard.

Validité des offres :

•Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours après la date limite de remise des offres.

Dans des cas exceptionnels, avant l'expiration de la période de validité des offres, la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi peut demander aux soumissionnaires une prolongation de cette période, qui ne peut toutefois excéder 30 jours.

•Il est de la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que leur offre est reçue par la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi aux dates et heures dues. Toute proposition reçue après la date et l'heure indiquées sera rejetée.

Avis d'appel d'offres (LOT 1)

Réf : A0001/Fondation Odzala-Kokoua-Lossi/25-02-2026

Objet : Fourniture de la niveleuse 140H/140G

•La soumission d'une proposition traduira le fait que le soumissionnaire s'est familiarisé avec toutes les conditions du dossier d'appel d'offres. Le soumissionnaire fournira tous les documents requis sous peine d'annulation de sa soumission.

Modification et annulation de l'appel d'offres :

- La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute modification ultérieure au présent appel d'offres ou de ne pas donner suite à l'offre,
- La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi peut jusqu'à la signature du contrat, soit annuler l'appel d'offre, soit annuler la procédure de mise en place du contrat sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation,
- En cas d'annulation, tous les soumissionnaires sont avertis par écrit, dans les meilleurs délais des motifs d'annulation.

Evaluation des offres :

Les offres seront évaluées en deux étapes distinctes

•L'évaluation technique et vérification de conformité : les propositions techniques seront comparées aux critères cités dans le document. Toute non-conformité est un motif de disqualification. Une visite technique des équipements dans les locaux du soumissionnaire n'est donc pas exclue.

•L'évaluation financière : seules les soumissions techniquement conformes pourront participer à cette phase d'évaluation. L'évaluation financière est faite sur la base des critères financiers et des informations administratives exigées dans le dossier de l'offre.

Les offres seront évaluées selon les critères ci-dessous

- Critères techniques conformément aux spécificités techniques attendues.
- Critères financiers conformément aux spécificités suivantes : prix unitaire par item, conditions de paiement proposées par le soumissionnaire, délais de livraison etc.
- Le mode d'évaluation retenu est l'évaluation technico-financière comme dans le tableau ci-dessous

CRITERES

| | | |
|--|---|-----|
| Prix unitaire du produit considéré et conditions | • | 50% |
| Conformité avec les spécifications techniques | • | 40% |
| Délais de livraison | • | 10% |

NOTE MAXI

ANNEXE A

Pour vous orienter et vous donner un ordre de grandeur, en « annexe A » la description des besoins avec les quantités approximatives.

N.B : Les marques et spécifications qui les accompagnent devront être respectées.

Description des besoins

Véhicules : Niveleuse 140H/ 140G (Neuf)

Model : 140H/140G

Marque : Caterpillar

Quantité : 1

Accessoires et spécificités :

- Caterpillar 140G engine specifications
- Model 3306
- Maximum power (net power gear 5- 6) 150 horsepower; 111.9 kilowatts
- Number of cylinders 6
- Displacement 10.5 litres (638 cubic inches) Standard operational weight 12620 kilograms (27822 pounds)
- Fuel capacity 284 litres (75 gallons)
- Oil capacity 29.3 litres (7.7 gallons)
- Hydraulic system fluid capacity 68 litres (18 gallons)
- Cooling system fluid capacity 47.3 litres (12.5 gallons)
- Tyre size 14x24 10PR
- Operating voltage 24 volts
- Caterpillar 140G

-Transmission specifications

- Type Direct drive, powershift
- Number of forward gears 6
- Number of reverse gears 6

N.B :

1. Livraison à Pointe Noire
2. Date limite de dépôt de dossier le vendredi 27 mars 2026
3. La cotation devra inclure les spécifications techniques de l'engin, le lieu de livraison, les conditions de livraison et les modalités de paiement.

Responsable des opérations

Edwin HOSKYNS

Pour L'unité de Gestion

Le Directeur

Jean-Yves KOUMPOGUE

DÉLINQUANCE FAUNIQUE

Treize trafiquants de trophées d'espèces animales protégées interpellés en 2025

Les services de la gendarmerie nationale et ceux du ministère de l'Economie forestière, avec la collaboration technique du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage (PALF) ont présenté, à Brazzaville, le rapport bilanciel 2025 des opérations de démantèlement de plusieurs réseaux de trafiquants d'animaux sauvages protégés par la loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées.

Sept opérations avaient été réalisées en 2025 au cours desquelles des trafiquants de produits de la faune ont été interpellés dans plusieurs localités de la République du Congo. Au total, treize trafiquants avaient été pris en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation des trophées d'espèces animales intégralement protégées.

Ainsi, sur les treize personnes interpellées en 2025, toutes ont été placées derrière les barreaux dont quatre condamnés à la prison ferme grâce à la justice qui n'est pas restée en marge de la lutte pour la préservation des espèces en voie de disparition. A ces condamnations, s'ajoutent celles de six autres trafiquants qui ont écopé d'une prison ferme en 2025 portant sur des affaires des années



Les objets saisis/Adiac

2024 et 2023.

Les médias très engagés dans cette lutte ne sont pas restés en marge. Ils ont relayé, durant cette année, les informations inhérentes à ces arrestations et condamnations

fermes pour dissuader tous les trafiquants présumés ou avérés. Les produits saisis en grande quantité, au cours de cette période, ont été les ivoires d'éléphant, les peaux de panthère et les écailles de pango-

lin géant. Sur cette liste s'ajoute un bébé chimpanzé vivant sauvé des mains d'un trafiquant faunique.

Les espèces animales comme l'éléphant, la panthère, le chimpanzé et autres connaissent une diminution

importante à travers le monde. La République du Congo, pleinement consciente de ces faits, a pris depuis 2008 une résolution ferme pour protéger ses espèces animales en voie d'extinction. D'où des sanctions à l'endroit de tous ceux qui contreviennent à la loi sur la protection de la faune sauvage.

Signalons que l'article 27 de la loi n°37-2008 du 28 novembre 2008 dispose : « L'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces animales intégralement protégées, ainsi que leurs trophées sont strictement interdits, sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction ».

Fortuné Ibara

INTERVIEW

Loïc Mackosso : « Se relever ne suffit pas »

Né à Paris de parents congolais, rentré à Brazzaville à 5 ans, Loïc Mackosso a quitté sa ville à 18 ans, cinq jours après le début de la guerre civile de 1997. De la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) à la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) jusqu'à la création d'Aries Investissements, cabinet de conseil financier basé à Brazzaville, il a construit un parcours à force d'endurance et de méthode. Dans « Rester debout: quand la résilience devient un super pouvoir » (2024), le banquier d'affaires et conseiller stratégique raconte ses chutes, ses deuils, ses trahisons, et la phrase que son père lui a glissée un matin de juin 1997. Interview.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.). Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire « Rester debout: quand la résilience devient un super pouvoir » ? Y a-t-il eu un événement déclencheur ?

Loïc Mackosso (L.M.): J'ai eu envie, d'une part, de rendre hommage à un ami qui nous a quittés, et, d'autre part, de coucher un certain nombre de souvenirs avant qu'ils ne s'effacent. Au fur et à mesure que je me prêtai à cet exercice, je me suis dit que mon expérience pouvait servir à d'autres. J'ai traversé un certain nombre de tragédies: la guerre, l'exil, le deuil. Il y a dans le livre des lettres que ma mère m'écrivait depuis Brazzaville pendant cette période-là. J'en avais beaucoup plus, mais je les avais détruites, je voulais effacer la mémoire pour ne pas être encombré par un passé douloureux. Ces quelques lettres-là ont survécu. C'est ça qui a tout déclenché.

L.D.B.: Vous auriez pu intituler ce livre « Se relever » ou « Survivre ». Pourquoi « Rester debout » ?

L.M.: « Rester debout », c'est à la fois une posture physique et surtout une posture mentale. En juin 1997, quand je me sépare de mes parents, la dernière chose que mon père me dit, c'est « Reste debout, quoi qu'il arrive ». Dans le contexte de la guerre, cela voulait dire « Reste fort, ne te courbe pas ». J'ai choisi ce titre en hommage à lui. Et en le décortiquant dans l'écriture, j'ai compris que c'était bien plus

qu'une injonction; c'est un état d'esprit, une façon d'avancer sans jamais se trahir.

L.D.B.: Vous avez quitté Brazzaville cinq jours après le début des combats. Comment vit-on cette séparation à dix-huit ans ?

L.M.: Je serai malhonnête si je disais que j'ai traversé la guerre. Moi, je n'en ai connu que cinq jours. C'est un ami qui est venu à la maison avertir mes parents que c'était le dernier convoi pour les ressortissants français. J'étais né en France, j'avais la nationalité. La décision de mes parents s'est prise sur un seul critère : que je passe mon baccalauréat. Eux sont restés avec mes petites sœurs. Ce qui a été le plus dur, c'est ce sentiment de culpabilité d'être en vie, de jouir de la liberté pendant que d'autres perdaient la leur, et d'être impuissant. Il fallait malgré tout garder l'objectif en vue de décrocher ce baccalauréat, obtenir la bourse universitaire, ne pas peser sur des parents dans un pays en conflit. La France a pris en charge toutes mes études pendant cinq ans. Il faut le dire, c'était vital. Les épreuves, c'est comme le loyer de la vie. Tant qu'on est en vie, on aura des épreuves. Le loyer, il faut le payer.

L.D.B.: Dans le livre, vous parlez de trahison, de séparations, de deuil. Ces blessures intimes sont-elles plus difficiles à surmonter que celles causées par la guerre ?

L.M.: Je crois qu'elles se valent toutes. On ne peut pas faire une

hiérarchie des blessures. Ce n'est pas une honte d'avoir divorcé, ce n'est pas une honte d'avoir été trahi. Pendant longtemps, j'avais honte de cette période. Mais la honte, c'est une prison. En l'écrivant, en la nommant, on s'en libère. C'est pour ça que je n'ai rien retenu : ni les séparations ni les deuils ni les moments où j'ai touché le fond. Bien sûr, j'ai protégé l'intimité des personnes mentionnées en changeant certains prénoms. Mais sur le fond, je me suis tout autorisé.

L.D.B.: Vous dites que « la discipline remplace la colère ». Comment fait-on pour ne pas se laisser consumer avant d'y arriver ?

L.M.: J'étais très en colère à la fin des années 1990. À ce moment de ma vie, je me disais que je ne remettrais jamais les pieds dans ce pays. Mon père m'a alors dit quelque chose qui a tout changé : « Tu n'as pas de prise sur les événements, mais tu as le pouvoir de contrôler ta réaction. La colère va te dévorer et ne te mènera nulle part. Il faut travailler et rester concentré sur tes objectifs ». Cette phrase, je l'ai portée avec moi. Et avec le temps, j'ai compris qu'il avait raison.

L.D.B.: La résilience est votre leitmotiv. Mais comment se construit-elle concrètement au quotidien ?

L.M.: La résilience, cela ne s'improvise pas, cela se travaille. Je la travaille tous les jours. Mon coach a pour mission de me donner les exercices les plus difficiles qu'il



connaisse. L'idée, c'est d'aller au bout de moi-même, et de me dire à la fin : « Je l'ai fait, je me suis relevé ». Les épreuves physiques entraînent les épreuves mentales. La résilience, c'est cela : la capacité de se relever après être tombé. Et il ne faut pas être surpris par les tempêtes. La pluie et le beau temps alternent, c'est le cycle de la vie. Ce qui compte, c'est d'être prêt à rebondir.

L.D.B.: À qui s'adresse ce livre, au fond ?

L.M.: Aux Africains. La conclusion le dit clairement : il revient aux Africains de construire l'Afrique. Ce ne sera pas une tâche aisée. Mais j'ai appris que la responsabilité vous appartient entièrement. C'est le principe de l'accountability : vous êtes responsable de ce qui vous arrive ou de ce qui ne vous arrive pas.

Tu peux naître pauvre. Mais si tu meurs dans les mêmes conditions que celles de ta naissance, c'est ta faute. Et tu ne peux pas en blâmer le monde entier. C'est aussi la raison d'être d'Aries Investissements : montrer qu'on peut construire, à partir d'ici, un véhicule panafricain de conseil et d'investissement. Ce que j'ai traversé m'a appris à ne pas attendre que quelqu'un d'autre fasse le travail à ma place.

L.D.B.: Vous avez évoqué un tome 2. Quel est le prochain chapitre ?

L.M.: Le tome 2 existe déjà dans ma tête. Mais soyez patients, vous l'aurez peut-être dans dix à quinze ans. Quand nous serons dans la tour Aries, nous pourrions en parler. Pour l'instant, nous sommes au travail.

Propos recueillis par Quentin Loubou



Fondation Odzala-Kokoua-Lossi
PB 62 Brazzaville, République du Congo
Tél. +242 056 153 3018

145, Avenue Charle DE GAULLE, Plateau Centre-ville Brazzaville

odzala@africanparks.org
www.africanparks.org

AVIS D'APPEL D'OFFRES (LOT 2)

Réf : A0002 / Fondation Odzala-Kokoua-Lossi / 25-02-2026

Objet : Fourniture des véhicules légers

Objectifs et scope de l'appel d'offres :

Pour assurer les conditions optimales de travail au sein du Parc National Odzala-Kokoua, La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi sollicite un approvisionnement des véhicules détaillé en annexe « A » du présent avis d'appel d'offres.

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi vous invite de ce fait, par le présent avis d'appel d'offres, à présenter votre offre technico-financière sur les véhicules détaillés en annexe « A ».

Participation et origine :

La participation au présent appel d'offre est ouverte à égalité de chance à toutes les entreprises issues d'une liste restreinte et qui disposent d'une bonne surface financière et de référence avérée dans le domaine de la fourniture des véhicules et autres engins sur le territoire national congolais et/ou à l'international.

Financement :

Ce projet d'acquisition est financé par des différents bailleurs de fonds d'African Parks Networks pour la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi. Il convient donc que cet achat se fera sous réserve de leur validation.

Processus de soumission et présentation d'offres :

1) Le présent avis d'appel d'offres est constitué des éléments principaux suivants :

- Description des besoins (Annexe A)
- Critères d'évaluation et/ou qualification

2) Présentation des offres

En réponse au présent appel d'offres, les entreprises produiront deux documents distincts en un seul pli fermé :

- Offre Technique
- Offre Commerciale financière

La préparation et le dépôt des offres se feront conformément aux dispositions du présent appel d'offres et des instructions aux soumissionnaires donnés dans le dossier d'appel d'offres.

3) Constitution du dossier de soumission

En plus de leurs offres techniques et financières, les soumissionnaires devront fournir :

- Les références des organisations et/ou preuves de livraison sur le territoire congolais et/ou international.
- Les contrats/bons de commande de fourniture de ces types de véhicules et ou engins auprès d'autre organisations au cours des trois dernières années.
- Les documents attestant de l'origine, la provenance de véhicules et ou engins livrés à date auprès d'autres organisation (justificatifs de livraison BL, FOB etc. du fabricant ou de son/ses représentants officiels).
- Les preuves et documents qui attestent de l'authenticité des marques listées ci-dessus.
- Certificat de bonne vie de mœurs (casier judiciaire).
- Copies de vos documents légaux, de vous et/ou de votre établissement/société tels que l'identification nationale, RCCM, NIES, CNSS, NIU etc...

Livraison :

Lieu de livraison est au République du Congo, précisément à Pointe Noire ou à Brazzaville. Dans les cas l'offre gagnant cet appel provient de l'étrangère, la commande entière doit faire partie d'une seule lettre AWB. La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi prendra en charge le dédouanement, ce cout sera considéré pendant l'évaluation des offres.

Communication, dépôt des offres et date limite :

Toutes les questions concernant cet appel d'offres et les dossiers doivent être adressée par courrier électronique au Responsable des achats da.odzala@africanparks.org avec en copie; le Responsable des Opérations Edwin HOSKYNS edwinh@africanparks.org ; Assistant FOM Magloire Djerabe magloired@africanparks.org et le Responsable de Flottes Junior MAPA juniorm@africanparks.org.

A défaut de la possibilité d'envoi électronique de

présent dossier d'appel d'offre, une copie de cet appel d'offre peut-être déposée au bureau de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi à Brazzaville :

Fondation Odzala-Kokoua-Lossi
145, Avenue Charles De Gaulle, Plateau
BP 62 Brazzaville/ République du Congo

Votre offre doit être reçue sous plis fermé dans une enveloppe sans votre identité apparente. Tout signe, sceau ou marque relevant de votre identité sur l'enveloppe entraînera l'exclusion de votre offre.

Ne doit apparaître sur l'enveloppe que la référence de l'appel d'offre ci-dessous :

Réf appel d'offre : N° A0002 / Fondation Odzala-Kokoua-Lossi / 25-02-2026-Fourniture des véhicules avec mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPUILLEMENT »

Les candidats qui souhaitent participer à cet appel d'offres, devront nous faire parvenir leur dossier et offre de prix libellé en Franc CFA, Euros ou US Dollar.

N.B : La date limite de dépôt des offres est fixé au vendredi 27 mars 2026 à 12h00 au plus tard.

Validité des offres :

• Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours après la date limite de remise des offres.

Dans des cas exceptionnels, avant l'expiration de la période de validité des offres, la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi peut demander aux soumissionnaires une prolongation de cette période, qui ne peut toutefois excéder 30 jours.

• Il est de la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que leur offre est reçue par la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi aux dates et heures dues. Toute proposition reçue après la date et l'heure indiquées sera rejetée.

• La soumission d'une proposition traduira le fait que le soumissionnaire s'est familiarisé avec toutes les conditions du dossier d'appel d'offres. Le soumissionnaire fournira tous les documents requis sous peine d'annulation de sa soumission.

Modification et annulation de l'appel d'offres :

• La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute modification ultérieure au présent appel d'offres ou de ne pas donner suite à l'offre,

• La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi peut jusqu'à la signature du contrat, soit annuler l'appel d'offre, soit annuler la procédure de mise en place du contrat sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation,

• En cas d'annulation, tous les soumissionnaires sont avertis par écrit, dans les meilleurs délais des motifs d'annulation.

Evaluation des offres :

Les offres seront évaluées en deux étapes distinctes

- L'évaluation technique et vérification de conformité : les propositions techniques seront comparées aux critères cités dans le document. Toute non-conformité est un motif de disqualification. Une visite technique des équipements dans les locaux du soumissionnaire n'est donc pas exclue.
- L'évaluation financière : seules les soumissions techniquement conformes pourront participer à cette phase d'évaluation. L'évaluation financière est faite sur la base des critères financiers et des informations administratives exigées dans le dossier de l'offre.

Les offres seront évaluées selon les critères ci-dessous

- Critères techniques conformément aux spécificités techniques attendues.
- Critères financiers conformément aux spécificités suivantes : prix unitaire par item, conditions de paiement proposées par le soumissionnaire, délais de livraison etc.
- Le mode d'évaluation retenu est l'évaluation technico-financière comme dans le tableau ci-dessous

Les offres seront évaluées selon les critères ci-dessous

• Critères techniques conformément aux spécificités techniques attendues.

• Critères financiers conformément aux spécificités suivantes : prix unitaire par item, conditions de paiement proposées par le soumissionnaire, délais de livraison etc.

• Le mode d'évaluation retenu est l'évaluation technico-financière comme dans le tableau ci-dessous

CRITERES NOTE MAXI

Prix unitaire du produit considéré et conditions

- 50%
- Conformité avec les spécifications techniques
- 40%
- Délais de livraison
- 10%

ANNEXE A

Pour vous orienter et vous donner un ordre de grandeur, en « annexe A » la description des besoins avec les quantités approximatives.

N.B : Les marques et spécifications qui les accompagnent devront être respectées.

Description des besoins

Véhicules : Toyota Hilux Double Cabine (Neuf)

Model : GUN 125L - DNFSXN

Marque : Toyota

Quantité : 1

Accessoires et spécificités

Spécifications techniques de base :

- Version : dernier modèle, tropicalisé
 - Double cabine, 6 places assises (sièges-avant séparés)
 - Carburant : Diesel
 - Boîte de vitesse manuelle
 - Volant à gauche
 - Passage en mode 4 roues motrices manuel depuis la cabine
 - Vitres manuelles avant et arrière
 - Door-lock system
 - 2 roues de secours avec support en bas entre 2 roues arriere et support dans la benne arrière,
 - Trousse de secours
 - Pays d'origine : Japon
- Options / accessoires demandés :**
- Sièges en tissu
 - Couleur : Blanche
 - Pare-buffle métallique avant et arrière
 - Cric forestier (Cric à haute levée)
 - Cric de levage normal
 - Treuil

Toyota Land Cruiser

Hardtop (Neuf)

HZJ78-RJMRS

Toyota :2

-Spécifications techniques de base :

- Version : dernier modèle, tropicalisé
 - 3 Portières, 13 places assises (sièges-avant séparés)
 - Carburant : Diesel
 - Boîte de vitesse manuelle
 - Volant à gauche
 - Passage en mode 4 roues motrices manuel depuis la cabine
 - Vitres manuelles avant et arrière
 - Door-lock system
 - 2 roues de secours avec support sur galerie de toit et support portière arrière,
 - Trousse de secours
 - Pays d'origine : Japon
- Options / accessoires demandés :**
- Sièges en tissu
 - Galerie de toit (roof-rack) type ARB couvrant toute la longueur du toit avec crochets de fixation
 - Couleur : blanche
 - Pare-buffle métallique avant et arrière
 - Cric forestier (Cric à haute levée)
 - Cric de levage normal
 - Treuil

Toyota Land Cruiser

HZJ79-DKMRS

Toyota : 1

Spécifications techniques de base :

- Version : dernier modèle, tropicalisé
- Double cabine, 6 places assises (sièges-avant séparés)
- Carburant : Diesel
- Boîte de vitesse manuelle
- Volant à gauche
- Passage en mode 4 roues motrices manuel depuis la cabine

- Vitres manuelles avant et arrière
- Door-lock system
- 2 roues de secours avec support sur galerie de toit et support dans la benne arrière,
- Trousse de secours
- Pays d'origine : Japon

Options / accessoires demandés :

- Sièges en tissu
- Galerie de toit (roof-rack) type ARB couvrant toute la longueur du toit avec crochets de fixation
- Couleur : blanche
- Pare-buffle métallique avant et arrière
- Cric forestier (Cric à haute levée)
- Cric de levage normal
- Treuil

Toyota Land Cruiser

Hardtop (Neuf)

HZJ76-RKMRS

Toyota 1

Spécifications techniques de base :

- Version : dernier modèle, tropicalisé
- 5 portières, 10 places assises (sièges-avant séparés)
- Carburant : Diesel
- Boîte de vitesse manuelle
- Volant à gauche
- Passage en mode 4 roues motrices manuel depuis la cabine
- Vitres manuelles avant et arrière
- Door-lock system
- 2 roues de secours avec support sur galerie de toit et support la portière arrière,
- Trousse de secours
- Pays d'origine : Japon

Options / accessoires demandés :

- Sièges en tissu
- Galerie de toit (roof-rack) type ARB couvrant toute la longueur du toit avec crochets de fixation
- Couleur : blanche
- Pare-buffle métallique avant et arrière
- Cric forestier (Cric à haute levée)
- Cric de levage normal
- Treuil

Toyota Land Cruiser Hardtop / Game viewer conversions

Toyota : 1

Spécifications techniques de base :

- Version : dernier modèle, tropicalisé
- Personnalisation intérieure
- Conversions pour le camping et les expéditions
- Sièges surélevés pour une visibilité optimale
- Configurations de toit personnalisées pour la photographie
- Châssis et suspension renforcés pour des performances tout-terrain
- 4 portières, 10 places assises (sièges-avant séparés)
- Carburant : Diesel
- Boîte de vitesse manuelle
- Volant à gauche
- Passage en mode 4 roues motrices manuel depuis la cabine
- 2 roues de secours avec support en arrière,
- Trousse de secours

Options / accessoires demandés :

- Sièges en tissu
- Couleur : blanche
- Pare-buffle métallique avant et arrière
- Cric forestier (Cric à haute levée)
- Cric de levage normal
- Treuil

N.B :

1. Livraison à Pointe Noire
2. Date limite de dépôt de dossier le vendredi 27 mars 2026
3. La cotation devra inclure les spécifications techniques des véhicules, le lieu de livraison, les conditions de livraison et les modalités de paiement.

Responsable des opérations


Edwin HOSKYNS

Pour L'Unité de Gestion

Le Directeur

Jean-Yves KOUMOGUE

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

La gent féminine sollicite une participation active dans le nouveau quinquennat

La ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Économie informelle, Ines Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo, a patronné, le 8 mars au boulevard Alfred-Raoul de Brazzaville, la 116^e Journée internationale des droits des femmes sur le thème « Droit, justice et action pour toutes les femmes et filles ».

L'événement a été célébré au plan national dans un contexte électoral. Les femmes venues de divers horizons professionnels ont divulgué, à travers cette journée, un mémorandum destiné au futur président de la République dénommé « Ensemble pour un pacte social entre les femmes du Congo et leur futur président ».

Présentée par la secrétaire permanente du Conseil consultatif de la femme, Yennie Clara Maturine Osseté Mberi Moukietou, ce pacte social sollicite auprès du futur chef de l'État des actions fondées sur la justice sociale, l'égalité des chances, la responsabilité partagée, l'action concrète et mesurable, ainsi que

la redevabilité mutuelle.

« Nous avons profité, lorsque nous avons fait des tournées départementales, de recevoir des doléances des femmes. Nous les avons écoutées et pris note pour en faire une proposition commune et former un pacte », a déclaré la ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Économie informelle, Ines Nefer Bertille Ingani Voumbo-Yalo. Selon elle, le contexte actuel ne permettrait pas d'être dans le changement mais dans la continuité avec le président



La ministre ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Économie informelle/Adiac

sortant, le candidat Denis Sassou N'Guesso. « Nous avons vu

comment les conditions des femmes ont changé dans ce pays et personne ne peut dire le contraire. Nous voyons comment la femme est maintenant respectée, comment est-ce qu'il y a maintenant des femmes dans les postes de prise de responsabilité et c'est ce qui fait que nous lui proposons ce pacte », a-t-elle indi-

qué, prenant l'exemple sur la disparité en faveur des femmes au sein de la fonction publique. Plusieurs autres femmes d'obédiences confondues n'ont pas manqué d'apporter leurs voix

à cette cérémonie. A l'instar de la secrétaire permanente du Conseil consultatif de la jeunesse, Lydie Alice Christelvie Dumond, qui a réaffirmé son adhésion au nouveau pacte. Elle a déclaré qu'il devrait inexorablement réduire la volonté de transformer davantage leurs aspirations légitimes en droits effectifs et durables. La deuxième secrétaire du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap, Joëlle Pwati, a plaidé de son côté pour l'égalité des chances. Elle a rappelé que leur contribution était indispensable à la construction d'un Congo plus juste, solidaire et inclusif.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Les femmes de l'EF2C déterminées à soutenir la loi Mouébara

Au cours d'un cocktail organisé à Brazzaville le 7 mars, en prélude à la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, l'association Engagées pour les filles et femmes du Congo (EF2C) a lancé un appel à la responsabilité auprès des pouvoirs publics sur la nécessité d'appliquer la législation en vigueur, surtout la loi Mouabara.



Des membres de l'association Engagées pour les filles et femmes du Congo/Adiac

Dans son exposé, Thierda Ambia, responsable de la formation et du renforcement des capacités des jeunes filles et femmes, est revenue sur les législations spécifiques adoptées par certains Etats africains qui renforcent la lutte contre les violences ayant pour base le genre. Pour ce qui est de la République du Congo, elle a salué la loi Mouabara qui constitue « une avancée significative en matière de protection des femmes ». La loi vise à prévenir, réprimer et sanctionner toutes les formes de violences faites aux femmes, qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques, économiques ou institutionnelles. Aussi, a poursuivi l'oratrice, la loi érige des infractions graves telles que les violences conjugales, le viol ou le harcèlement et prévoit des peines d'emprisonnement ainsi que des amendes pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle, selon la gravité des faits.

Par ailleurs, elle a précisé que la femme représente la moitié de la population africaine et joue un rôle essentiel dans le développement social, économique et politique du continent. Au regard de cette démographie, elle a indiqué que la situation de la femme demeure marquée par de profondes inégalités, caractérisée par diverses formes de discrimination.

Dans la même dynamique, Mervely Mbongo, présidente de l'EF2C, dans son mot de circonstance, a estimé que le 8 mars est une journée de mobilisation et de réflexion sur les droits des femmes, les inégalités ainsi que les violences

faites aux filles et aux femmes dans le monde entier. C'est une journée historique, à l'opposé de notre conception. Elle ne concerne ni le port de pagne ni de rassemblement autour des sujets sans intérêt.

« C'est un véritable moment autour des débats d'évaluation des droits des femmes reconnus depuis l'époque, de leurs avancés, défis, aliénations et surtout autour de véritable questionnement sur les mesures de protection des femmes ainsi que la véritable place dans les sociétés actuelles », a-t-elle revendiqué. Elle a ajouté que le 8 mars « ne vise pas la perversion mais plutôt l'instruction qui réside dans la lutte d'une pleine reconnaissance et jouissance des droits. C'est célébrer le courage, la force, le combat et la lutte de nos prédécesseurs ».

Bien avant de demander un réel accompagnement des hommes, la présidente de l'EF2C a invité les femmes à continuer la lutte pour un monde qu'elle qualifie « d'égalitaire et inclusif ». Concluant son propos, Mervely Mbongo a demandé aux pouvoirs publics une réelle et effective représentativité des femmes dans tous les domaines de prise de décisions et une vraie application de la législation nationale visant à protéger les femmes vulnérables. L'association Engagées pour les filles et femmes du Congo œuvre pour la protection et la défense des droits des filles et des femmes. Elle a été créée le 25 novembre 2025.

Stanislas Okassou



Avis d'appel d'offres
No. Congo BU_26_RFGS_2008629

Recrutement des consultants pour le suivi des travaux de construction des Latrines, Blocs Magasins-Cuisines et des Forages d'eau dans les départe-

Catholic Relief Services (CRS) met en œuvre le projet Food for Education (FFE) en République du Congo, qui comprend un volume significatif de travaux de construction, de réhabilitation et de finalisation d'infrastructures scolaires et WASH (latrines, blocs de lavage des mains, cuisines scolaires, magasins de stockage, points d'eau, etc.) dans les départements de la Bouenza, Cuvette et Pool.

Compte tenu de la dispersion géographique des chantiers, du volume d'infrastructures en cours et le rythme soutenu des travaux, CRS veut recruter des Consultants pour chacun des départements afin de renforcer la supervision technique des travaux sur le terrain.

CRS prévoit de recruter un (01) consultant pour chacun des départements concernés : Pool, Bouenza et Cuvette Centrale. De préférence, les consultants devront être domiciliés dans les départements concernés. CRS ne prendra pas en charge les frais de déplacement entre départements.

Formations et expériences souhaitées :

- Diplôme ou formation technique en génie civil, bâtiment, travaux publics, hydraulique ou domaine connexe ;
- Minimum 2 à 3 ans d'expérience dans le suivi ou la supervision de travaux de construction, idéalement dans des projets WASH ou d'infrastructures communautaires ;

Le dossier de candidature devra inclure :

- Un Curriculum vitae (CV) avec deux références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Les copies certifiées des diplômes obtenus
- Certificat de travail / attestation d'employeur
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité.

Les candidats désireux de prendre part à cet appel d'offre peuvent demander gratuitement les termes de référence par mail à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org copie ginette.ikongo@crs.org ou appeler le 05 699 78 39.

Date limite de réception des offres : 17 mars 2026 à 17h00.

Durée estimative de la mission : 4 mois

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Lebi Ilyanna Claire.

Je désire désormais être appelée Lebi Biziki Claire

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

On m'appelle Nbgolo Mercur Hardanel.

Je désire désormais être appelé Mouanguissa Robert Cyr Hardanel.

Toute Personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire Opposition dans un délai de trois (03) mois.

PROGRAMME « CAMÉRA CITOYENNE »

Quand le 7^e art invite au respect des droits et devoirs en société

L'Association des jeunes artistes émergents (AJAE) a mené, de novembre à février, le projet « Caméra citoyenne », une initiative destinée à former de jeunes cinéastes tout en les sensibilisant aux valeurs démocratiques et aux droits humains. Au total, vingt jeunes en sortent bénéficiaires.

Soutenu à hauteur de 25 000 dollars canadiens par le gouvernement du Canada à travers le Fonds canadien d'initiatives locales, sous l'égide de l'ambassade de ce pays en République démocratique du Congo (RDC), le programme « Caméra citoyenne » s'inscrit dans la mission de l'AJAE : faire de chaque jeune artiste un acteur engagé, capable de transformer la culture en levier de développement et de cohésion sociale. « Pour notre association, l'art n'est pas seulement un espace de création, mais aussi un outil de sensibilisation aux droits humains, aux droits d'auteur, à l'inclusion et à la participation citoyenne », a expliqué Brhem Osyris, fondateur de l'AJAE et coordonnateur du projet. Poursuivant ses propos, il a indiqué : « Avec Caméra citoyenne, nous avons franchi une nouvelle étape en proposant aux jeunes une formation mêlant apprentissage du cinéma et sensibilisation aux valeurs citoyennes ».

Les œuvres réalisées ont été présentées au public lors de plusieurs projections organisées dans différents espaces à Brazzaville, notamment aux Ateliers Sahn, au Centre culturel Zola, dans les hôtels Saphir et Pefaco, ainsi qu'au Centre inter-



diocésain des œuvres, avec l'appui du Centre d'actions pour le développement. Ces projections ont été rehaussées par la présence, entre autres, de Kevin Lunianga, conseiller politique de l'ambassade du Canada en RDC, à la tête de la délégation de cette institution diplomatique; Denis Oba, représentant du Fonds canadien d'initiatives locales au Congo, ainsi que plusieurs partenaires institutionnels et acteurs du secteur culturel.

Cette rencontre a permis de mettre en lumière le travail accompli par les bénéficiaires pendant la formation et de mesurer l'impact du projet sur les participants et sur la sensibilisation citoyenne par l'image.

Former par la pratique

Pour intégrer le programme, un appel à candidatures avait été lancé à destination des jeunes artistes intéressés par l'audiovisuel et les questions citoyennes. Vingt participants ont finalement été retenus, puis répartis en cinq groupes de quatre, chacun chargé de concevoir et de réaliser un court métrage.

La formation s'est articulée sur trois modules complémentaires. Le premier, consacré aux droits civiques, a été animé par Guerschom Gobouang. Les participants ont été initiés aux notions de droits humains, d'État de droit, de participation électorale et de gouvernance

inclusive.

Le deuxième module portait sur l'écriture scénaristique. Sous la direction de Franchesca Bel, les jeunes ont appris à structurer leurs idées et à transformer leurs préoccupations citoyennes en récits cinématographiques.

Enfin, le troisième module, dédié à la réalisation audiovisuelle, a été conduit par la réalisatrice Razia Lelahl Mahoumi. « Transmettre à des profils différents demande beaucoup de patience et de pédagogie. Mais cette expérience m'a aussi permis de comprendre que chaque apprenant avance à son rythme et qu'il faut savoir s'adapter à chacun. Former une vingtaine de

jeunes aux bases du métier de réalisateur a été un véritable défi », a-t-elle confié.

Des films porteurs de messages

Au terme de la formation, les cinq groupes ont produit cinq courts métrages citoyens abordant différentes problématiques liées aux droits humains, à la démocratie et à la participation des jeunes à la vie publique. Pour plusieurs participants, l'expérience a été une véritable révélation. « Caméra citoyenne a réveillé le cinéaste qui sommeillait en moi », raconte Jean-Grâce Mayounga dit May's, réalisateur du film « Au pays des Nkundi ». « Nous avons dû faire face au manque de matériel et aux contraintes de tournage, mais cela nous a poussés à être créatifs avec les moyens de bord. Les difficultés ont finalement rendu l'expérience encore plus enrichissante », a-t-il dit. Au-delà des projections physiques, l'AJAE souhaite prolonger la diffusion des films sur les plateformes numériques, notamment YouTube, ainsi que dans des festivals citoyens et d'autres espaces de dialogue communautaire en vue de sensibiliser au-delà des frontières congolaises.

Merveille Jessica Atipo



PAGIR



PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS AMI N° 001/MEPIR/PAGIR-UCP/26

1. Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services relatifs au « Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration de la stratégie de l'aide publique au développement et ses textes d'application ».

2. Objectif de la mission

L'objectif général de l'activité est d'élaborer une stratégie de l'aide publique au développement et ses textes d'application.

De manière spécifique, il s'agit de :
faire le diagnostic de l'aide publique au développement;
cartographier les partenaires potentiels (bilatéraux, multilatéraux, acteurs non étatiques) et définir les approches de collaboration adaptées;
élaborer une stratégie alignée sur les objectifs nationaux de développement, tout en intégrant

les meilleures pratiques internationales;
élaborer le mécanisme de coordination de l'aide publique au développement;
élaborer les modalités de suivi et de gestion de l'aide publique au développement.

3. Profil du consultant :

Le/la consultant(e) doit remplir les conditions suivantes :
être titulaire d'au moins un BAC+ 5 en économie du développement, en relations internationales, en sciences politiques, en gestion publique, en coopération internationale, en gestion des projets ou spécialités connexes ;
avoir une expérience d'au moins 10 ans dans les domaines de l'économie, de la planification, de gestion axée sur les résultats, de la coopération internationale, dans la gestion des projets avec les partenaires au développement ;
justifier d'une expérience avérée en matière d'élaboration des stratégies et politiques de développement;
avoir une expérience de gestion d'équipe;
avoir des aptitudes en rédaction, en communication et en relations humaines ;
avoir la maîtrise des procédures et directives des partenaires techniques et financiers ;

avoir la maîtrise de la langue française ;
avoir une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, etc.);
avoir conduit au moins trois (3) missions similaires.

4. Durée et lieu de la mission

La mission se déroulera à Brazzaville, pour une durée de quatre (4) mois.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, Edition de février 2025.

L'Unité de coordination du PAGIR invite les candidats à fournir, en français, un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les

jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UCP-PAGIR, A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services. Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone: (+242) 06 183 37 63, adresse électronique : pmarches@pagir.net; secretariat@pagir.net.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 25 Mars 2026 à 16h00 et porter clairement la mention « Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration de la stratégie de l'aide publique au développement et ses textes d'application »

Fait à Brazzaville, le 10 MARS 2026



Le Coordonnateur,

Thomas BANDIA

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Un Pacte social entre les femmes et le futur président de la République

Après les consultations territoriales initiées par Ines Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo, ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle dans les différents départements du pays avec les femmes des mutuelles, associations, organisations non gouvernementales, entrepreneurs, politiques et jeunes filles mères, un pacte social entre les femmes et le futur président de la République a été rédigé. Sa présentation a été faite le 9 mars à Pointe-Noire à l'occasion de la célébration en différé de la journée internationale des droits des femmes en présence de la ministre de la Promotion de la femme, des autorités locales et invités.

Se félicitant de la tenue de l'activité à Pointe-Noire un jour après Brazzaville, Evelyne Tchichelle Moe Poaty, maire de la ville, a dit: « *Votre visite ici au lendemain de la remise du projet du Pacte social entre les femmes du Congo et leur futur président est un privilège. Privilège qui fait que nous avons la possibilité de découvrir son contenu et nous l'attendons vivement* ». Le Pacte social issu des concertations entre l'autorité gouvernementale et les femmes de divers secteurs d'activités met l'accent sur l'engagement et l'implication des femmes pour la construction collective d'un avenir meilleur pour les femmes congolaises. Ainsi, elles sollicitent auprès du futur président de la République ce pacte social fondé sur la justice sociale, l'égalité des chances, la responsabilité partagée, l'action concrète et mesurable, la redevabilité mutuelle. Les femmes de la nation recommandent l'intégration dans le programme du prochain quinquennat des axes suivants : garantir une gouvernance in-



Ines Nefer Bertille Ingani Voumbo Yalo lors de la célébration de la journée internationale des droits des femmes/Adiac

clusive, assurer l'application stricte du quota légal de 30 % de la représentativité des femmes, mettre en place des mécanismes comprenant des contrôles et des sanctions, promouvoir l'accès facile des femmes aux fonctions stratégiques de l'Etat dans les sphères de prise de décisions,

notamment au poste de ministre régalien, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat, renforcer la justice sanitaire et la dignité, construire un centre de prise en charge holistique des femmes victimes des violences, faire adopter dans la loi Mouebara des dispositions spécifiques prévoyant et répri-

mant la maltraitance en milieu hospitalier, promouvoir l'inclusion des femmes et des filles, créer et étendre les établissements spécialisés et les filières professionnelles adaptées, accélérer l'autonomisation économique des femmes, réduire les inégalités territoriales... Satisfaite du travail abattu

par les femmes qui a abouti à la création du Pacte social, la ministre de la Promotion de la femme a conclu: « *Ce jour est un grand jour pour les femmes puisque nous leur avons présenté le pacte social entre les femmes et le candidat président Denis Sassou N'Guesso, parce qu'on sait que c'est lui qui a élevé la femme dans le pays, c'est lui le président qui a valorisé la femme, qui a rendu les droits des femmes possibles. Nous voyons comment les femmes sont en train d'occuper les postes de prise de décisions, comment elles sont en train d'émerger et d'occuper les postes en fonction de leur mérite. Il était important de venir traduire ce pacte social devant les femmes de Pointe-Noire qui ont participé activement à sa création lors des consultations. Le pacte a été déposé entre les mains du candidat Denis Sassou N'Guesso et lors de son dernier meeting électoral, il va se prononcer en faveur dudit pacte* ».

Hervé Brice Mampouya

Le cri du cœur de Johnes-Marinelle Noblesse Elion Mongo

La présidente de l'association Sourire de femmes, la magistrate Johnes-Marinelle Noblesse Elion Mongo, lors d'un entretien avec la presse à la veille de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes (JIDF), le 8 mars, a appelé à une prise de conscience collective au sein des familles.

L'édition 2026 de la JIDF est placée sur le thème « Droits. Justice. Action. Pour toutes les femmes et filles ». Une occasion pour la présidente de l'association Sourire de femmes, association militant pour la vulgarisation des droits des femmes et des enfants, de se demander si la femme congolaise a réellement accès à la justice et quelles actions concrètes l'Etat met en œuvre pour son émancipation. Johnes-Marinelle Noblesse Elion Mongo s'interroge également si la sensibilisation des élites féminines et féministes atteint suffisamment « les femmes lambda pour qu'elles comprennent et revendiquent pleinement leurs droits juridiques et les défis à relever ».

« *Au Congo, cette journée prend une tournure particulière, souvent marquée par des festivités dans les bistrotts et bars, où la consommation d'alcool semble occulter la signification pro-*

fonde de cet événement mondial. Si la femme congolaise jouit, depuis longtemps, des droits fondamentaux égaux à ceux de l'homme tels que l'accès à l'éducation, la liberté de travailler dans n'importe quel métier, l'égalité des chances, l'égalité salariale et, depuis 2015, la parité professionnelle, il est crucial de s'interroger sur la pleine jouissance de ces droits et sur la compréhension de leur portée », a-t-elle estimé.

D'après la présidente de l'association Sourire de femmes, la récente loi Mouebara publiée le 4 mai 2022 vient renforcer la protection des femmes contre diverses formes de violences, qu'elles soient professionnelles, domestiques ou conjugales, couvrant ainsi tous



Johnes-Marinelle Noblesse Elion Mongo les statuts et protégeant également les jeunes filles. « *Bien que la femme congolaise ait accès à l'éducation, à des postes de responsabilité, au droit de propriété et à la justice, notamment pour faire valoir les vices*

de son mariage, la réalité sur le terrain mérite une analyse approfondie pour combler le fossé entre la loi et sa pleine application. Ce fossé, qui sépare la lettre de la loi de sa mise en œuvre concrète, ne peut être comblé sans une transformation profonde des changements de mentalités », a analysé la magistrate.

Selon elle, il est impératif qu'une prise de conscience collective émerge au sein des familles. Car l'émancipation féminine prend racine dans l'éducation, l'autonomisation financière et une planification familiale éclairée, leviers essentiels pour lutter contre la pauvreté qui gangrène de nombreux foyers. « *Parallèlement, une connaissance accrue des droits et des mécanismes de protection juridique dédiés aux*

femmes constitue une pierre angulaire pour leur pleine jouissance de la justice et leur sécurité. Sans ces deux piliers, un changement de paradigme sociétal et une maîtrise des outils juridiques, la loi risque de demeurer une promesse inatteignable, laissant les femmes vulnérables face aux injustices », a prévenu Johnes-Marinelle Noblesse Elion Mongo.

Célébrée le 8 mars de chaque année à l'échelle mondiale, la Journée internationale des droits des femmes est une occasion cruciale pour évaluer les progrès réalisés en matière d'égalité des genres et pour identifier les défis persistants. Elle met en lumière les luttes historiques et actuelles pour les droits des femmes à travers le monde, sert également de plateforme pour promouvoir l'action collective visant à atteindre une véritable égalité.

Parfait Wilfried Douniama

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

La force publique vote dans la sérénité

Militaires, policiers et gendarmes ont voté le 12 mars dans la tranquillité et la sérénité au titre de l'élection du président de la République.

Les agents de l'ordre et les militaires étaient nombreux à travers le pays à avoir pris d'assaut les centres et bureaux de vote pour accomplir leur devoir civique. A Brazzaville, le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a fait la ronde de plusieurs bureaux de vote. De la mairie de Brazzaville au stade de la Concorde à Kintélé, en passant par le lycée technique 5-Février, l'école 31 juillet à Mpila, et le complexe scolaire André-Daves à Nkombo et le lycée Nganga-Edouard, les hommes en uniforme ont vraiment répondu présent. Dans certains centres de vote, à 11 h 00, il n'y avait plus d'électeurs. C'est le cas au complexe scolaire André-Daves à Nkombo, dans le 9e arrondissement

de Brazzaville, Djiri, et au lycée Nganga-Edouard. Du constat fait dans la vingtaine de bureaux de vote visités, il ressort que de nombreux candidats à l'élection présidentielle n'ont pas envoyé des délégués dans les centres. Du côté de l'organisation, toutes les conditions sont réunies pour la tenue d'une bonne élection, ont témoigné les membres des bureaux de vote ainsi que les représentants des candidats. « Vraiment, c'est pour la première fois que je constate une sérénité dans l'organisation des élections. Tout le monde est au travail, il n'y a pas de bousculade parce que toutes les conditions sont réunies. Le seul problème est que jusqu'à présent, aucun délégué des candidats ne s'est

présenté, donc nous attendons jusqu'à 17 heures », a indiqué le président d'un bureau de vote au centre situé dans l'enceinte de la mairie de Brazzaville. Notons qu'à son arrivée au niveau des centres de vote, Auguste Iloki a été accueilli par les coordonnateurs et délégués de la Cour constitutionnelle. Le juge du contentieux électoral a, en effet, déployé une mission d'observation dans les arrondissements, les communes et les districts sur toute l'étendue du territoire national afin de se rassurer de la régularité du scrutin. En effet, l'article 176 de la Constitution du 25 octobre 2015 lui confère les missions de veiller à la régularité de l'élection



Gendarmes et policiers devant les bureaux de vote à Kintélé/Adiac

du président de la République ; d'examiner les réclamations et de proclamer les résultats définitifs du scrutin. De ce fait, la Cour constitutionnelle est chargée d'exécuter l'ensemble des activités liées à la validité, à la crédibilité et à la sincérité de l'élection présidentielle. De même, l'article 56 de la loi organique n°28-2018 du 7 août 2018 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle prévoit que cette institution désigne, en son sein, des coordonnateurs et des délégués chargés pour suivre

le déroulement de l'élection du président de la République à l'effet de veiller à sa régularité. Pour le vote par anticipation des éléments de la force publique, Brazzaville compte 80 bureaux de vote, répartis dans 27 centres. Selon le président du bureau de vote Académie Nganda Clémentine, dans l'arrondissement 9 Djiri, Bergilles Mouanda-Mouanda, les opérations qui ont débuté à 7 heures se déroulent dans le calme et la sécurité.

Parfait Wilfried Douniama

CAMPAGNE ÉLECTORALE DE DENIS SASSOU N'GUESSO

Le raz-de-marée populaire de Gamboma

Le chef-lieu du département de la Nkényi-Alima a fortement mobilisé à l'occasion du meeting électoral du candidat Denis Sassou N'Guesso, le 10 mars.



La population lors du meeting

Arrivé d'Oyo par hélicoptère, le président-candidat a remonté la Nationale 2 en voiture depuis le pont de la Nkényi jusqu'à la place du stade Louis-Akouala de Gamboma; exceptionnellement pavoisé et pris d'assaut par ses partisans venus des quatre coins du département.

Dans cette ambiance des grands jours, Denis Sassou N'Guesso a mis l'accent dans son discours de circonstance sur le développement des infrastructures socio-économiques, le soutien à l'employabilité des jeunes, l'appui aux travaux agricoles, l'aménagement routier et l'amélioration des conditions de vie de la population de cette partie du pays.

Département nouvellement créé, la Nkényi-Alima aspire à la modernité, d'où l'engagement pris par le candidat, s'il est élu, d'y lancer le programme de municipalisation accélérée dont bénéficieront également les deux autres nouveaux départements de Djoué-Léfini et du Congo-Oubangui.

Denis Sassou N'Guesso s'est félicité de l'accueil enthousiaste de ses partisans et les a invités à se rendre nombreux voter. Sa direction de campagne à Gamboma, celles des districts d'Ongogni, Ollombo, Makotimpoko, Abala et Allembe lui ont promis un vote massif et « une victoire éclatante » le soir du 15 mars 2026.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU DJOUÉ-LÉFINI

Denis Sassou N'Guesso promet la construction d'un grand aéroport à Ignié

Candidat à sa propre succession, le président sortant, Denis Sassou N'Guesso, a bouclé le 10 mars à Ignié, dans le département du Djoué-Léfini, son périple national avant la clôture, le 13 mars, de la campagne électorale comptant pour l'élection présidentielle. Après avoir écouté les doléances des forces vives du département, le candidat a fait quelques annonces dont la construction du futur grand aéroport au PK 45.

Après son méga meeting de Gamboma, chef-lieu du département de la Nkényi-Alima en mi-journée, le candidat-président est arrivé à Ignié, chef-lieu provisoire du département du Djoué-Léfini, aux environs de 17 h 40; où une foule en liesse l'attendait depuis 9 heures du matin. Ouvrant le bal des allocutions, le représentant de la jeunesse de Djoué-Léfini, Symphorien Mpioh, s'est réjoui de l'inscription dans le nouveau projet de société intitulé du candidat à la présidence de la République, « Accélérons la marche vers le développement », notamment en page 55, de la mise en place d'un service militaire obligatoire pour les jeunes de 18 à 22 ans. Un projet salvateur qui permettra, d'après lui, à la jeunesse congolaise, au-delà de la préparation à la défense de la patrie, de découvrir et d'intégrer profondément les valeurs fondamentales du pays ainsi qu'un brassage des jeunes.

Il a également salué la volonté de Denis Sassou N'Guesso d'engager la digitalisation des administrations publiques afin d'accélérer et de moderniser les services rendus aux usagers. Il a proposé, par ailleurs, la création d'un fonds de développement de l'économie numérique destiné à soutenir les jeunes entrepreneurs, les innovateurs et les porteurs de projets technologiques. Reconnaisant le leadership du président-candidat dans le cadre de la protection et la promotion des droits des femmes, la représentante des femmes de Djoué-Léfini, Verra Mampassi, a formulé le vœu de voir Denis Sassou N'Guesso nommer une femme ministre d'Etat, Pre-

mier ministre ou générale dans les Forces armées congolaises, afin de montrer, a-t-elle dit, que le courage, la discipline et l'effort ne sont pas l'apanage d'un seul genre.

Tout comme le président fédéral du Parti congolais du travail, Paul Nganongo, qui a parlé au nom du directeur national de campagne et du représentant de la jeunesse, Verra Mampassi a sollicité l'organisation d'une municipalisation accélérée pour le département de Djoué-Léfini. « Nous souhaitons voir dans notre département la construction d'un aéroport, d'un hôpital général moderne à l'image de ceux récemment réalisés à Sibiti et à Ouesso, et la réalisation d'un grand complexe scolaire moderne comprenant un lycée général et un lycée technique pour préparer l'avenir de notre jeunesse, ainsi que les projets d'adduction d'eau potable dans nos localités rurales », a-t-elle plaidé.

Un coup KO dès le premier tour

A l'unisson, les forces vives de ce nouveau département ont garanti au président-candidat une victoire écrasante dès le premier tour du scrutin du 15 mars. « De nos rencontres dans les six districts de Djoué-Léfini, la population nous a dit qu'elle a fait le choix de la continuité et de la sagesse avec le président-candidat Denis Sassou N'Guesso. Nous l'avons choisi parce que c'est un bâtisseur, un homme de défis, quelqu'un qui apporte des solutions inattendues. Elle a deux raisons de voter pour vous à 100%, le 15 mars 2026. La première raison, c'est la paix et la deuxième est liée aux

questions de développement », a déclaré Paul Nganongo en substance.

Denis Sassou N'Guesso qui avait annoncé sa candidature le 5 février dernier à Yié, a rappelé qu'avec la construction prochaine du pont route-rail reliant Brazzaville à Kinshasa, le département du Djoué-Léfini sera un grand carrefour offrant de nombreuses opportunités. Selon lui, la zone industrielle de Maloukou en est un exemple palpable de création d'emplois à la population. Pour lui, toutes les doléances formulées trouvent leurs réponses dans le projet de société intitulé « Accélérons la marche vers le développement ».

« Il ne s'agit pas des promesses vaines, nous allons tout faire pour que tous ces travaux soient réalisés. Nous allons ramener les trois nouveaux départements créés au même niveau que les anciens. Concernant l'eau potable, nous allons tout faire pour construire des forages afin de la donner à la population. Ce département est à mes yeux comme celui de la Cuvette-Ouest dont le chef-lieu, Ewo, n'avait pas de maison du préfet. Le gouvernement a pris la décision, aujourd'hui si vous y arrivez, vous verrez qu'Ewo a beaucoup changé. Donc, à Djoué-Léfini, nous allons tout faire pour doter le chef-lieu, Odziba, de toutes les infrastructures nécessaires », a-t-il promis.

Pour la réalisation de tous ces projets, le candidat-président a insisté sur la nécessité de consolider la paix, la sécurité et l'unité nationale.

Parfait Wilfried Douniama